

AGIR FACE À UN MONDE EN CHANGEMENT

UNE ANNÉE D'INNOVATION, D'ÉVOLUTION ET DE SENSIBILISATION

DANS 17 PAYS PRIORITAIRES ET AU CANADA

A YEAR OF INNOVATION, EVOLUTION AND AWARENESS-RAISING

IN 17 PRIORITY COUNTRIES AND CANADA

ENGAGING A CHANGING WORLD



Droits et Démocratie
Rights & Democracy

Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
International Centre for Human Rights and Democratic Development

RAPPORT ANNUEL 2010-11
ANNUAL REPORT



Le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique (Droits et Démocratie) est une organisation sans but lucratif et non partisane créée par une loi du Parlement du Canada en 1988.

En partenariat avec la société civile, les gouvernements et d'autres organismes publics, le Centre met en œuvre et soutient des projets partout dans le monde afin de promouvoir la démocratie et le plein respect des droits et libertés enchâssés dans la Charte internationale des droits de l'homme tout en réduisant l'écart considérable qui existe parfois entre l'adhésion officielle des États aux accords internationaux concernant les droits de la personne et les pratiques de ces États en ce qui concerne ces droits. Le Centre a aussi pour objectif de sensibiliser les Canadiennes et Canadiens aux enjeux liés à son mandat.

The International Centre for Human Rights and Democratic Development (Rights & Democracy) is a non-profit and non-partisan organization created by an Act of the Parliament of Canada in 1988.

In partnership with civil society, governments, and other public institutions, the Centre implements and supports projects around the world that promote democracy and full respect for the rights and freedoms enshrined in the International Bill of Human Rights while reducing the wide gap that often exists between the formal adherence of states to international human rights agreements and the actual human rights practices of those states. The Centre also aims to educate Canadians on issues related to its mandate.

MOT DU PRÉSIDENT
DU CONSEIL

CHAIRMAN'S
MESSAGE

J'ai le plaisir de participer pour la troisième année à la présentation du rapport annuel de Droits et Démocratie. Notre organisation continue de s'acquitter de son mandat de renforcer et promouvoir les droits de la personne et la démocratie partout dans le monde.

Dans un contexte international en plein bouleversement, les objectifs de Droits et Démocratie demeurent pertinents alors que nous luttons pour la concrétisation des idéaux énoncés dans la *Charte internationale des droits de l'homme*. Ces derniers mois, nous avons été témoins, partout dans le monde, du courage éclatant de personnes et de groupes dans leur détermination à faire triompher la dignité humaine. Cette soif de dignité a des répercussions profondes et incarne un désir universel qui transcende culture, géographie et religion.

Ces événements historiques, manifestations de la quête pour la dignité humaine, confirment la pertinence des actions et stratégies adoptées par le conseil. Qui plus est, ils ont mis en relief l'immensité de la tâche qui nous attend en cette période de transition aussi difficile que nécessaire, qui fera de nous une organisation qui s'acquitte du mandat qui lui a été confié par le peuple canadien et le Parlement et qui répond judicieusement et efficacement aux besoins du 21e siècle tout en étant imputable, transparente et responsable.

Au moment d'aborder notre présent, et que sur cette base nous envisageons le futur, il est pertinent de se rappeler les mots de Kierkegaard : « La vie doit être vécue en regardant vers l'avenir, mais elle ne peut être comprise qu'en se retournant vers le passé ». En effet, tournés vers l'avenir, nous continuons de profiter du travail d'organisations comme Deloitte et Sirco et de consultants externes alors que nous abordons des enjeux structurels et politiques. Ce n'est qu'en tenant compte de toutes ces dimensions que nous pourrions créer une organisation qui s'acquitte de ses responsabilités avec succès.



I am pleased to contribute for the third year to the presentation of Rights & Democracy's Annual Report. Our organization continues to work to effectively implement its mandate to help enhance and promote human rights and democracy throughout the world.

In an international system that recently has witnessed tectonic shifts, Rights & Democracy's goals remain worthy as part of our dedication to the realization of the ideal of the *International Bill of Human Rights*. During the past several months, we have witnessed, around the world, remarkable displays of courage from individuals and groups in their efforts to assert human dignity. We should recognize that this desire for dignity has profound implications and epitomizes a universal quest that is not restricted by culture, geography, or religion.

These recent monumental developments, characterized by the universal quest for dignity, moreover, have confirmed the justice of the actions and strategies of the current Board. Much more than that, however, these have also highlighted the enormity of the task we face in a difficult but truly necessary transition to be an organization that fulfills the mandate given to us by the Canadian people and Parliament, and one that responds justly and efficaciously to the needs of a 21st Century world, and does so accountably, transparently, and responsibly.

As we deal with the present, and seminally, focus on the future, it is worth heeding Kierkegaard's dictum that, "Life must be lived forward, but can only be understood backwards." Indeed, as we focus on the future, we continue to be helped by the work of external organizations, including Deloitte, SIRCO, and external consultants, as we address issues of structure and policy. It is by addressing all these dimensions successfully that we will fulfill our goals responsibly.

Nous travaillons continuellement pour faire en sorte qu'une portion sans cesse croissante des fonds publics qui nous sont alloués atteigne les destinataires visés par nos efforts pour promouvoir la démocratie et les droits humains, plutôt que de servir à couvrir des frais généraux. Parallèlement, nous continuons à mettre en œuvre une méthode comptable améliorée nous permettant de mieux évaluer les résultats de notre programmation. Ces mesures présupposent des efforts considérables tant de la part de notre personnel que du conseil, ainsi que l'adoption de nouveaux outils de mesure administratifs pour nous faciliter la tâche. Il est aussi essentiel d'améliorer de façon significative nos communications internes afin que le conseil et ses divers comités puissent toujours disposer de la meilleure information possible, en temps opportun, pour qu'ensemble nous soyons à même de prendre les décisions les plus judicieuses qui soient.

Enfin, je tiens à souhaiter la plus cordiale bienvenue au nouveau membre du conseil, monsieur Eduardo Colindres, du Salvador. Aussi, il me fait plaisir de travailler avec le conseil et l'ensemble du personnel, et je me réjouis à l'idée de poursuivre nos efforts collectifs pour atteindre les objectifs et accomplir le mandat de notre organisation.


Aurel Braun
Président du conseil | Chairman



MEMBRES DU CONSEIL

MEMBERS OF THE BOARD

De gauche à droite | From left to right: Michael Van Pelt, membre canadien | Canadian Member | Bradley Farquhar, membre canadien | Canadian Member | Marco Navarro-Genie, membre canadien | Canadian Member | Elliot L. Tepper, membre canadien | Canadian Member | Gérard Latulippe, président | President | Aurel Braun, président du conseil | Chairman | Jacques P. Gauthier, vice-président du conseil | Vice-Chairman | Soyata Maïga, membre international | International Member | Eduardo Colindres, membre international depuis juin 2011 | International Member since June 2011 | Jeyakumar Daniel, membre international | International Member | David Matas, membre canadien | Canadian Member
Absent de la photo | Not in the picture | Jean L. Guilbeault, membre canadien jusqu'en janvier 2011 | Canadian member until January 2011

MOT DU PRÉSIDENT

Dès mon arrivée au sein de Droits et Démocratie il y a un peu plus d’une année, j’ai constaté l’ampleur et l’effet des événements qui ont secoué le Centre au cours de l’année précédente, et je me suis donné comme priorité de faire en sorte que Droits et Démocratie se tourne résolument vers l’avenir.

La dernière année nous a permis, tous ensemble, le conseil d’administration, la direction et tout le personnel du Centre, de tourner la page et de donner un souffle nouveau à Droits et Démocratie. Certes, ce ne fut pas une année facile. En partie en raison des événements du passé, mais aussi parce que nous voulions permettre au Centre de prendre pleinement sa place dans le domaine de plus en plus complexe du développement international, nous avons dû procéder à une restructuration organisationnelle ainsi qu’à une révision du fonctionnement du Centre, tout en tablant sur notre expertise acquise au cours des 20 dernières années.

Puis, nous avons été témoins, partout dans le monde, de bouleversements en matière de démocratie. Au Moyen-Orient et en Haïti, notamment, les peuples se sont mobilisés pour exiger l’accès à la démocratie afin d’améliorer leurs conditions de vie et soutenir leur développement économique et social. Dans d’autres pays, comme au Guatemala et au Salvador, la violence quotidienne et l’impunité ont malheureusement continué à mettre en danger la sécurité citoyenne et, de ce fait, le système démocratique; ailleurs, l’oppression est demeurée un mode de vie, comme en Biélorussie et en Birmanie. Ces pays n’ont toujours pas connu de printemps démocratique. Pour faire face à ces défis, Droits et Démocratie a tôt fait de réorienter sa programmation pour améliorer son efficacité sur le terrain.



GÉRARD LATULIPPE
PRÉSIDENT - PRESIDENT

PRESIDENT’S MESSAGE

When I arrived at Rights & Democracy a little over a year ago, I realized the scope and impact of the events that shook the organization in the previous year, and I made it my priority to ensure that Rights & Democracy would turn resolutely towards the future.

In the past year, the Board, management, and staff, working together, were able to turn the page and give Rights & Democracy its second wind.

Certainly, this was not an easy year. Partly due to the events of the past, but also so that Rights & Democracy could take its rightful place in the increasingly sophisticated field of international development, it was necessary to proceed with an organizational restructuring and a review of the Centre’s operations, while building on the expertise we have acquired over the past 20 years.

Then there were the democratic upheavals all over the world. The people of the Middle East and Haiti, for example, are mobilized to demand access to democracy, with the aim of improving their living conditions and supporting their economic and social development. In other countries, such as Guatemala and El Salvador, everyday violence and impunity unfortunately continued to endanger public safety and thus to jeopardize their democratic systems. Elsewhere, as in Belarus and Burma, oppression remained a way of life. These countries have not yet experienced a democratic spring. Given these challenges, Rights & Democracy quickly reoriented its programming to improve its effectiveness in the field.

DE LÀ, LE THÈME DE NOTRE RAPPORT ANNUEL,
« AGIR FACE À UN MONDE EN
CHANGEMENT ».

Face à ces nouvelles réalités, il était essentiel d’agir. Aussi, plusieurs thèmes ont guidé nos travaux au cours de l’année, dont notamment : le rétablissement d’un certain équilibre entre les projets axés sur la promotion du respect des droits humains et les projets visant le développement démocratique; la réorientation de notre stratégie vers une approche par pays, par région ou les deux, en fonction des enjeux stratégiques identifiés, tout en tirant profit de notre expertise dans nos thèmes de prédilection; le passage vers la mise en œuvre de projets sur le terrain tout en maintenant l’octroi de subventions là où elles nous permettent de répondre à des besoins particuliers et de développer de nouvelles expertises; et l’utilisation du financement principal octroyé au Centre par le Parlement comme effet de levier pour le développement et la mise en œuvre d’un plus grand nombre de projets à coûts partagés, financés en majeure partie par des donateurs.

L’année 2010-2011 a donc permis de jeter les bases d’une réforme qui permettra au Centre d’être encore plus actif, efficace et présent sur le terrain et, ainsi, d’entrevoir l’avenir avec beaucoup d’enthousiasme.

Enfin, je m’en voudrais de ne pas profiter de l’occasion pour remercier sincèrement tous ceux et celles qui ont travaillé avec moi au cours de la dernière année, plus particulièrement les membres de la direction, tous les membres du personnel, le bureau syndical local ainsi que nos partenaires sur le terrain, sans oublier les membres du conseil d’administration et les parlementaires qui nous ont appuyés au cours de l’année.

Gérard Latulippe
Président | President

HENCE, THE THEME OF OUR
ANNUAL REPORT THIS YEAR
“ENGAGING A CHANGING WORLD”

Coping with these new realities, it was essential to take action. Accordingly, a number of themes guided our efforts over the past year, including: restoring a balance between projects geared to promoting respect for human rights and projects aimed at democratic development; redirecting our strategy to a country and/or regional-based focus, while taking advantage of our thematic expertise; the transition to implementing projects in the field, while maintaining grants where they allow us to meet specific needs and develop new expertise; and using our parliamentary core funding as leverage for the development and implementation of a greater number of shared-cost projects, financed for the main part by donors.

The year 2010-2011 thus laid the foundation for a reform that will enable Rights & Democracy to be even more active, effective and present in the field, and to look to the future with great enthusiasm.

Finally, I would like to take this opportunity to express my sincere thanks to everyone who worked with me in the past year, especially the management, all staff members, the local union, as well as our partners in the field, without forgetting the members of the Board and the parliamentarians who supported us during the year.



TABLE DES MATIÈRES

TABLE OF CONTENTS

INNOVATION

FAIRE FACE AUX NOUVELLES RÉALITÉS DANS LE MONDE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

FACING NEW REALITIES IN THE WORLD OF INTERNATIONAL DEVELOPMENT	PAGE
Chronologie Chronology	p.10
Bilan de l'année The Year in Review	p.12
Personnel de Droits et Démocratie Staff of Rights & Democracy	p.16

ÉVOLUTION EVOLUTION

APPUYER UN MONDE QUI RÉCLAME LA DÉMOCRATIE EN AFFIRMANT SES DROITS

SUPPORTING A WORLD THAT IS DEMANDING DEMOCRACY AND ASSERTING ITS RIGHTS

Projets actifs en 2010-2011 2010-2011 Active Projects	p.20
Haïti Haiti	p.22
Afghanistan	p.24
Colombie Colombia	p.26
Chine China	p.28
Birmanie Burma	p.30
Zimbabwe	p.32
Égypte Egypt	p.34

SENSIBILISATION AWARENESS-RAISING

FAVORISER L'OUVERTURE SUR LE MONDE CHEZ LES CANADIENNES ET CANADIENS

INCREASING CANADIANS' OPENNESS TO THE WORLD

Réseau étudiant Student Network	p.38
Prix John-Humphrey John Humphrey Award	p.40
Affaires gouvernementales Governmental Affairs	p.42
Publications	p.43

RAPPORTS FINANCIERS FINANCIAL REPORTS

Analyse des états financiers	p.46
États financiers	p.48
Analysis of Financial Statements	p.66
Financial Statements	p.68



INNOVATION

INNOVATION

**FAIRE FACE AUX NOUVELLES RÉALITÉS DANS LE
MONDE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

**FACING NEW REALITIES IN THE WORLD
OF INTERNATIONAL DEVELOPMENT**

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS 2010-2011 MAIN EVENTS



BILAN DE L'ANNÉE 2010-2011

L'année 2010-2011 fut une année charnière pour Droits et Démocratie. Elle s'est distinguée par l'adoption d'un nouveau plan stratégique pour la période allant de 2011 à 2015, ainsi que par les rapports Sirco et Deloitte, mandatés par le président par intérim de Droits et Démocratie en janvier 2010, qui ont été présentés au Comité permanent des Affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes en décembre 2010.

À la lumière des conclusions d'un lac-à-l'épaule réunissant les membres du conseil en octobre 2010, la mise en œuvre du plan stratégique a été temporairement suspendue. Il a été décidé, dans le but de s'ajuster aux évolutions dans le domaine du développement international, d'adopter une approche stratégique par pays plutôt que par programme thématique uniquement. En conséquence, la planification a aussitôt commencé afin de répondre aux besoins particuliers des divers pays tout en exploitant au mieux la riche expertise du Centre sur nos thématiques traditionnelles, comme les droits économiques et sociaux, les droits des peuples autochtones, les droits des femmes et le développement démocratique.

En ce qui concerne le développement démocratique, Droits et Démocratie a décidé, sur la base de l'évaluation de tous les projets en cours, de s'investir davantage dans ce domaine en mobilisant par exemple, des acteurs autres que ceux provenant de la société civile; ceci afin que le Centre puisse accomplir pleinement les deux volets de sa mission, soit la promotion du développement démocratique et celle du respect des droits humains.

S'agissant du rapport Deloitte, il a permis de valider certaines décisions antérieures prises par le conseil d'administration, dont notamment, la fermeture du bureau de Genève et la fin de l'utilisation des fonds discrétionnaires sans égard à l'emplacement géographique. Le rapport a aussi été utile pour la conception de mécanismes, en vue d'améliorer la gouvernance au sein du Centre.

2010-2011: THE YEAR IN REVIEW

2010-2011 was a pivotal year for Rights & Democracy. It was marked by the adoption of a new strategic plan for the period 2011 to 2015 as well as by the SIRCO and Deloitte reports commissioned by Rights & Democracy's interim president in January 2010, which were presented to the House of Commons Standing Committee on Foreign Affairs and International Development in December 2010.

In October 2010, the implementation of the strategic plan was temporarily put on hold further to the conclusions adopted during a Think Tank attended by members of the Board. It was decided, with a view to adapting to the ongoing changes in the field of international development, to adopt a strategic approach by country rather than purely thematic programming. Accordingly, planning soon began with the aim of meeting identified needs in various countries while making the best use of the Centre's wealth of expertise on traditional themes, including economic and social rights, indigenous peoples' rights, women's rights and democratic development.

With regard to democratic development, in taking stock of all ongoing projects, Rights & Democracy decided to substantially increase its implication in this area, for example by engaging actors beyond civil society, thus allowing Rights & Democracy to fully accomplish both prongs of its mission: the promotion of democratic development and the promotion of respect for human rights.

As for the Deloitte report, it was helpful in validating earlier decisions made by the Board of Directors, such as the closure of the Geneva Office and the termination of the use of discretionary funds, regardless of geographical location. The report was also of assistance in designing mechanisms to improve governance within the Centre.

Other important changes which took place at Rights & Democracy during the last year include the design and implementation of a new organizational structure more responsive to the current realities of international development, including the creation of a Department of Development, greater emphasis on evaluation mechanisms, and the adoption of a more focused results-based approach.

Parmi les autres changements importants au sein de Droits et Démocratie au cours de la dernière année, notons la création et mise en œuvre d'une nouvelle structure organisationnelle plus adaptée aux réalités actuelles du développement international, la création d'une direction consacrée au développement de projets, la valorisation des mécanismes d'évaluation, et l'adoption d'une approche axée davantage sur les résultats.

Parallèlement, Droits et Démocratie se devait non seulement de poursuivre les projets en cours, mais aussi d'en concevoir de nouveaux, sous la gouverne de la nouvelle équipe de direction recrutée venue appuyer le nouveau président, composée d'un directeur principal, communications, affaires gouvernementales et planification stratégique, d'un directeur, administration et ressources et d'un directeur du développement (ayant tous les trois rejoint Droits et Démocratie en octobre 2010) ainsi qu'un nouveau directeur des programmes, arrivé en janvier 2011.

Nonobstant ces événements, la programmation de Droits et Démocratie dans plus de 17 pays a été couronnée de succès. Mieux encore, Droits et Démocratie est bien positionné pour atteindre de nouveaux sommets en 2011-2012.

Meanwhile, it was imperative for Rights & Democracy not only to continue implementing ongoing projects but also develop new projects under the guidance of the new management team brought on to support the new President: the Senior Director, Communications, Government Affairs and Strategic Planning; the Director of Administration and Resources; the Director of Development (all of whom joined Rights & Democracy in October 2010); as well as the new Director of Programmes who arrived in January 2011.

Notwithstanding these changes, Rights & Democracy's programming in more than 17 countries continued to be highly successful. More importantly, the stage is set for Rights & Democracy to reach new heights in 2011-2012.

LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL : TOUJOURS PLUS COMPLEXE ET EXIGEANT

RELEVER LES DÉFIS POSÉS PAR L'ÉVOLUTION DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL A TOUJOURS ÉTÉ ET CONTINUE D'ÊTRE UNE PRIORITÉ DE DROITS ET DÉMOCRATIE.

Ces dernières années, les demandes d'assistance en matière de développement démocratique et de promotion du respect des droits humains ont substantiellement augmenté partout dans le monde, alors même que, pour toutes sortes de raisons, les gouvernements consacrent de moins en moins d'argent à ces enjeux. Résultat : un nombre croissant d'organisations sont en compétition pour des fonds limités, en même temps que les attentes et exigences des bailleurs de fonds ne cessent d'augmenter.

Aussi, la mise en œuvre de projets pour répondre aux demandes mondiales est devenue une entreprise très complexe. De même, il est de plus en plus difficile de faire en sorte qu'un plus grand pourcentage des investissements dans ce domaine atteigne les destinataires visés et produise les résultats escomptés.

C'est pourquoi l'on a de plus en plus recours à des projets à coûts partagés de plus grande envergure, plus sophistiqués et axés davantage sur les résultats; d'où la création de nouveaux partenariats entre les diverses organisations de développement international répondant aux appels d'offres pour la soumission de propositions.

Bien que Droits et Démocratie demeure dans une position enviable, en grande partie dû à son financement public de base qui peut être utilisé comme effet de levier pour la mise en œuvre de projets à coûts partagés plus élaborés, le Centre doit se tenir au courant et continuellement suivre les évolutions dans le domaine du développement international. Par ailleurs, Droits et Démocratie doit continuer à répondre aux besoins particuliers en matière de développement démocratique et de promotion du respect des droits humains, puisant dans son financement de base pour investir dans des projets modestes, certes, mais à fort potentiel pour le développement futur de projets d'envergure.

INTERNATIONAL DEVELOPMENT: MORE COMPLEX AND DEMANDING THAN EVER

MEETING THE CHALLENGES OF ONGOING CHANGES IN THE WORLD OF INTERNATIONAL DEVELOPMENT HAS BEEN AND CONTINUES TO BE A PRIORITY FOR RIGHTS & DEMOCRACY.

In recent years, demands for assistance in the fields of democratic development and respect for human rights have increased significantly everywhere in the world. Meanwhile, and for a variety of reasons, governments generally devote fewer funds to these endeavors. Accordingly, an ever-increasing number of organizations compete for the limited funds available while donors' expectations and requirements continuously increase.

Consequently, the implementation of projects to meet worldwide demands has become a very complex task. In the same vein, ensuring that a greater percentage of monies invested reach the intended targets and yield the desired results is more and more difficult.

This is why larger, more sophisticated, cost-shared programmes are becoming the norm using a results-based approach, which also explains the establishment of partnerships between international development organizations responding to calls for proposals.

While Rights & Democracy remains in a very good position due in large part to its core funding, which can be used as leverage to implement more elaborate cost-shared projects, it must keep abreast of and continuously engage the changing nature of international development. At the same time, Rights & Democracy must continue to respond to specific needs identified in the fields of democratic development and respect for human rights, using its core funding to invest in certain small lower-profile projects, which nonetheless have high potential for future development.

CRÉATION DE LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DE DROITS ET DÉMOCRATIE

La création de la direction du Développement constitue l'un des événements les plus significatifs de la dernière année au sein du Centre. D'une part, la création de cette nouvelle direction répond à l'impératif pour Droits et Démocratie de demeurer alerte, de s'adapter et de répondre aux défis posés par l'évolution constante du domaine du développement international. D'autre part, le *statu quo* n'était tout simplement pas une option pour le Centre concernant l'utilisation de son financement principal (environ 9 millions de dollars reçus annuellement du gouvernement du Canada) – dont une proportion toujours croissante est dépensée chaque année pour couvrir les frais généraux.

C'est pourquoi, à travers la création de la direction du Développement vers la fin de 2010, Droits et Démocratie s'est engagée plus systématiquement dans des activités de développement en vue de diversifier ses sources de financement et d'attirer de nouveaux bailleurs de fonds publics et non-gouvernementaux pour des projets à coûts partagés. Aussi, les revenus externes obtenus par le Centre au cours de la dernière année atteignaient un peu plus de 2,2 millions de dollars alors que l'objectif pour 2011-2012 est de plus de 4,5 millions de dollars. Les projets en Afghanistan et à Haïti ont généré les contributions les plus importantes de la part de l'Agence canadienne du développement international, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada et de la Commission européenne. Droits et Démocratie a également noué des liens avec d'autres institutions, comme le Centre parlementaire canadien, en vue de répondre conjointement aux appels d'offres pour la soumission de propositions.

Cette année, en continuant à collaborer avec la société civile, les gouvernements, les représentants élus, les législateurs et les partis politiques, la direction du Développement cherchera à consolider son financement externe ainsi qu'à obtenir de nouvelles sources de financement pour des projets de promotion du développement démocratique et du respect des droits humains.

CREATION OF RIGHTS & DEMOCRACY'S DEPARTMENT OF DEVELOPMENT

The creation of Rights & Democracy's Department of Development constitutes one of the most significant highlights of the past year. On the one hand, the creation of this new department stems from the necessity for Rights & Democracy to remain alert, adapt to and meet the challenges posed by ongoing transformations in the area of international development. On the other hand, the *status quo* was simply not an option for Rights & Democracy regarding the use of its core funding—approximately \$9 million received annually from the Government of Canada—a greater portion of which is being spent every year to cover overhead expenses.

Consequently, through the creation of the Department of Development towards the end of 2010, Rights & Democracy engaged more systematically in development activities with a view to diversifying its financing and seeking additional funding from governmental and non-governmental sources for specific cost-shared projects. As a result, external revenue secured by Rights & Democracy in the past year amounted to a little more than \$2.2 million while the target for 2011-2012 is more than \$4.5 million. Projects in countries such as Afghanistan and Haiti generated the largest revenue, received from the Canadian International Development Agency, the Ministry of Foreign Affairs and International Trade Canada, and the European Commission. Rights & Democracy also engaged other institutions such as Canada's Parliamentary Centre to develop partnerships for the purpose of responding jointly to calls for proposals.

In the coming year, the Department of Development will look at ways to consolidate Rights & Democracy's external funding base, while seeking additional financing for projects that promote democratic development and respect for human rights by continuing to engage civil society, governments, elected officials, lawmakers and political parties.

PERSONNEL DE DROITS ET DÉMOCRATIE 2010-2011

DIRECTION MANAGEMENT

Gérard Latulippe
Président - President

Stéphane Bourgon
Directeur principal, communications, affaires gouvernementales et planification stratégique
Senior Director, Communications, Government Affairs and Strategic Planning

Thomas Cormier
Directeur des programmes - Director of Programmes

Martin Fortier
Directeur, administration et ressources - Director, Administration and Resources

Maxime Poulin
Directeur du développement - Director, Development

France-Isabelle Langlois
Directrice adjointe, politiques, programmes et planification - Deputy Director, Policy, Programmes and Planning

Dominic Tremblay
Directeur adjoint, ressources financières et matérielles - Deputy Director, Financial and Material Resources

DIRECTION DES PROGRAMMES PROGRAMME DEPARTMENT

Lara Arjan	Alexa LeBlanc
Caroline Brodeur	Sandra LeCourtis
Allison Coady	Marie Léger
Gisèle Eva Côté	Geneviève Lessard
Alexandra Gilbert	Micheline (Mika) Lévesque
Karim-André Laz	Philippe Martin

STAFF OF RIGHTS & DEMOCRACY 2010-2011

Nicole Marois
Adjointe de direction à la présidence - Executive Assistant to the President

Isabelle Johnson**
Conseillère principale, suivi et évaluation - Senior Advisor, Monitoring and Evaluation

Nicholas Galletti*
Conseiller politique principal au président - Senior Policy Advisor to the President

Hélène Lambert*
Adjointe de direction à la présidence - Executive Assistant to the President

Anne-Marie Lavoie*
Directrice adjointe, ressources humaines - Deputy Director, Human Resources

Michael Wodzicki*
Directeur adjoint, politiques, programmes et planification - Deputy Director, Policy, Programmes and Planning

Kahina Ouerdane	Sylvain Beauchamp*
Lauren Ravon	Maxime Longangué*
Étienne Roy-Grégoire	Nelly Desrosiers*
Isabelle Solon Helal	Jean-François Lesage*
Marie St-Louis	Sophie Rondeau*
Elana Wright	

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DEVELOPMENT DEPARTMENT

Anick Druelle
Louise Lavallée
Carole Samdup

DIRECTION DES COMMUNICATIONS COMMUNICATIONS DEPARTMENT

Jean-François Gagnon	Louis Moubarak*
Pascal Zamprelli	Steve Smith*
Marie-Hélène Bachand*	

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES ADMINISTRATION AND RESOURCES DEPARTMENT

Awa Bamba	Lise Masse	Suzanne Richard	Josée Trottier
Louise Chicoine	Carmen Melfi	Géraldine Robert	Isabelle Vallée
Patricia Daigle	Diane Migneault	Nancy Rochefort	Élise Delaney*
Lise Lortie			

BUREAUX À L'ÉTRANGER BUREAU HAÏTI

Danièle Magloire
Directrice - Director

Claudy Dumas-Chauvin
Administratrice - Administrator

François Démésier
Formateur et agent de suivi - Trainer and Monitoring Officer

Marie Guerda Edmond
Formatrice et agente de suivi - Trainer and Monitoring Officer

OFFICES ABROAD HAITI OFFICE

Jean-Raymond Jean
Driver - Chauffeur

Josette Montmaître
Préposée à l'entretien ménager - Maintenance

Yves Saint-Louis
Adjoint administratif - Administrative Assistant

BUREAU AFGHANISTAN

18 employées et employés dont les noms ne peuvent être divulgués par mesure de sécurité

AFGHANISTAN OFFICE

Eighteen employees, whose names cannot be disclosed for security reasons

* N'était plus en poste au 31 mars 2011 / Was no longer employed as of March 31, 2011

** Employée membre du syndicat / Member of the Employee Union



ÉVOLUTION

EVOLUTION

**APPUYER UN MONDE QUI RÉCLAME LA
DÉMOCRATIE EN AFFIRMANT SES DROITS**

**SUPPORTING A WORLD THAT IS DEMANDING
DEMOCRACY AND ASSERTING ITS RIGHTS**

PROJETS ACTIFS

ANNÉE FINANCIÈRE 2010-2011

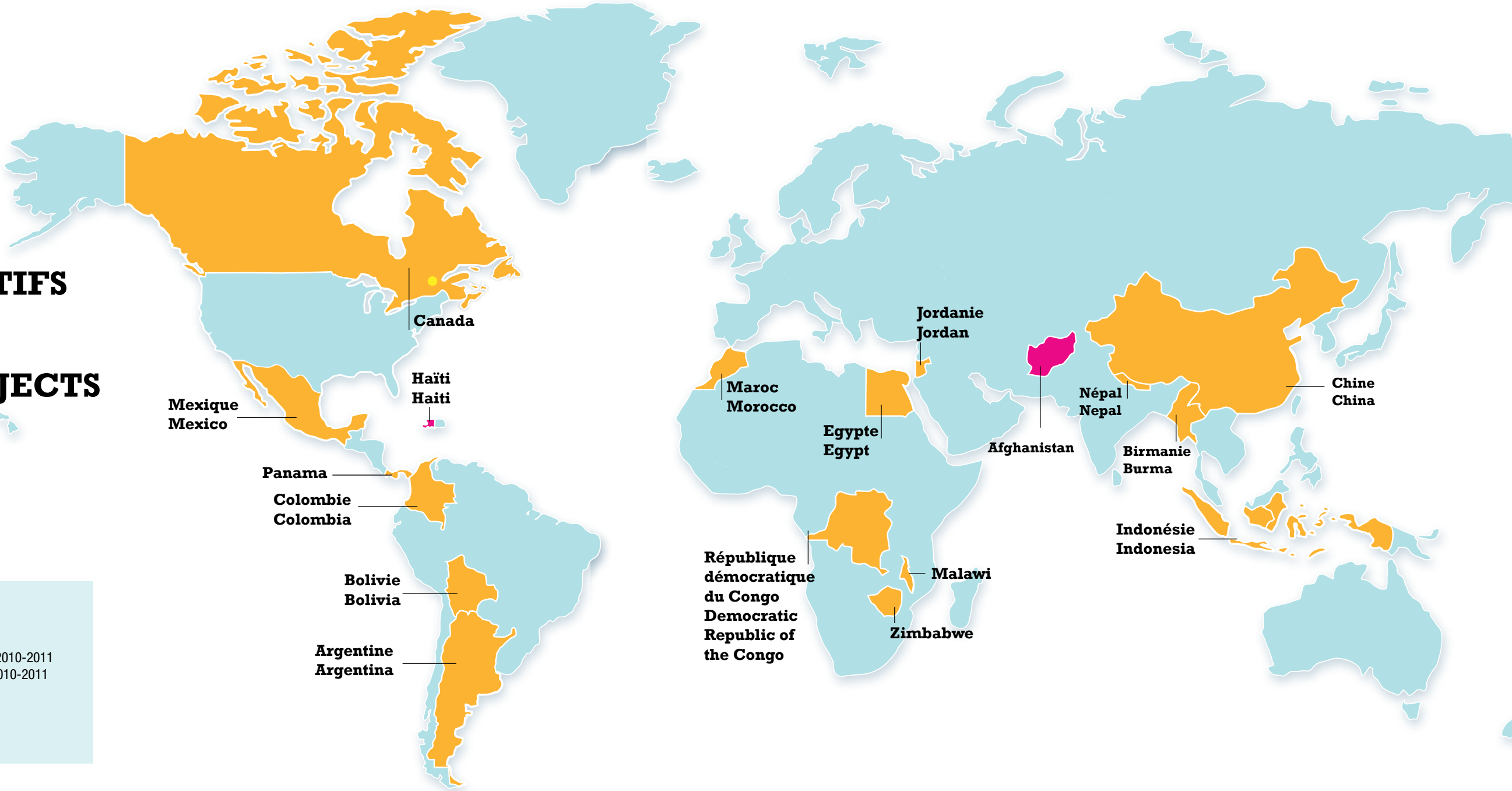
ACTIVE PROJECTS

FISCAL YEAR 2010-2011

Bureau national | Country Office

Pays où nous avons travaillé en 2010-2011
Countries where we worked in 2010-2011

Siège social | Head office





Droits et Démocratie est responsable de la mise en œuvre d'un programme financé par l'Agence canadienne du développement international (ACDI) en Haïti. Ce programme vise l'établissement et le renforcement du dialogue entre l'État haïtien et la société civile haïtienne sur les droits de la personne, la promotion de la participation des femmes à la vie politique et l'établissement d'un dialogue constructif entre les partis et acteurs politiques. En juillet 2010, à la suite du séisme catastrophique survenu en Haïti en janvier 2010, l'ACDI a demandé à la plupart de ses partenaires, y compris Droits et Démocratie, d'interrompre leur programmation afin de l'adapter aux nouvelles priorités stratégiques de l'ACDI, qui sont la protection des femmes et des enfants en situation vulnérable. Durant la période de suspension, les relations avec les partenaires ont été maintenues et alimentées à travers différents échanges pour discuter des enjeux des actions entreprises en termes de construction d'un État de droit démocratique et du respect des droits humains. L'équipe de Droits et Démocratie a pris part aux activités de ses partenaires et a effectué différentes interventions sur des thématiques liées aux droits humains, à la législation nationale et aux conventions internationales, au développement démocratique, à la démarche de plaidoyer, à la problématique de la justice et de l'impunité.

Alors que le séisme de janvier 2010 a exacerbé les problèmes systémiques en Haïti en ce qui concerne les droits humains, la démocratie et la gouvernance, Droits et Démocratie a saisi l'occasion pour encourager les Haïtiennes et Haïtiens à reconstruire non seulement leurs infrastructures physiques mais aussi à reconstruire, sinon renforcer, leurs institutions démocratiques embryonnaires afin d'assurer un avenir fondé sur le respect des droits citoyens, la participation du public et le respect de la primauté du droit.

Rights & Democracy has been implementing a comprehensive programme funded by the Canadian International Development Agency (CIDA) to establish and strengthen a dialogue between the Haitian State and Haitian civil society on human rights issues, to promote women's political participation, and to encourage constructive dialogue among political parties and political actors. In July 2010, in the aftermath of Haiti's catastrophic earthquake of January 2010, CIDA requested that many of its partners (including Rights & Democracy) suspend programming and adjust plans in order to meet its updated strategic priority: the protection of women and children in vulnerable situations. During the suspension period, regular meetings and consultations were held with partners regarding issues and actions to take in terms of strengthening the rule of law and respect for human rights. Rights & Democracy's team participated in its partners' activities and contributed to issues related to human rights, national legislation and international conventions, democratic development, advocacy, justice, and the problem of impunity.

While the earthquake compounded Haiti's already significant structural problems with respect to human rights, democracy, and governance, Rights & Democracy is committed to seizing this unprecedented opportunity to engage Haitians in not only the reconstruction of the physical infrastructure of the country, but also the rebuilding and reinforcement of its nascent democratic institutions. With its partners in the field, Rights & Democracy will help build a future based on respect for citizen rights, public participation and respect for the rule of law.

L'AN UN POST-SÉISME

Tout comme des centaines de milliers de leurs concitoyens, le personnel de Droits et Démocratie en Haïti a été frappé de plein fouet par le séisme, y perdant maison, possessions et, parfois, amis et êtres chers. En avril 2010, Droits et Démocratie a versé une somme de 5 000 \$ à chaque employé du bureau de Port-au-Prince à titre de fonds d'urgence. Cette somme a permis au personnel d'entamer le pénible processus de reconstruction tout en continuant de travailler pendant cette période très traumatisante.

YEAR ONE POST-EARTHQUAKE

Like hundreds of thousands of their fellow citizens, Rights & Democracy's staff in Haiti was directly affected by the earthquake, with many losing their homes, possessions and in some cases, friends and loved ones. In April 2010, Rights & Democracy authorized a \$5,000 emergency support allowance for each staff member in the Port-au-Prince field office. These funds ensured that staff could start the painful rebuilding process and stay meaningfully engaged in the work of Rights & Democracy during a very traumatic time.



AFGHANISTAN

UNE MESURE D'ÉGALITÉ POUR LES FEMMES
AFGHANES : LES DROITS EN PRATIQUE



Alors que l'Afghanistan entre dans une nouvelle ère de démocratie et de pluralisme, Droits et Démocratie intensifie ses efforts pour réformer le Code de la famille et ouvrir les enceintes légales aux organisations de la société civile et au grand public. Cette année, le personnel de Droits et Démocratie à Kaboul a parlé régulièrement sur les ondes de la télévision et radio locales et est intervenu dans des forums publics sur les questions du droit des femmes, profitant de la tribune pour parler de l'importance de la réforme du Code de la famille.

Des formations sur le droit des femmes dans l'Islam ont été tenues dans cinq provinces. Droits et Démocratie entretient ses précieux partenariats avec des organisations afghanes offrant des services d'aide juridique dans le domaine du droit de la famille ainsi qu'avec les chaînes de radio locales de femmes pour faire diffuser des courts messages sur le droit de la famille.

Cette année, la conférence internationale sur l'expérience d'autres pays musulmans avec la réforme du Code de la famille a accueilli des participants de l'Afghanistan qui ont souligné la contribution de Droits et Démocratie au développement d'un discours local sur les questions liées au droit des femmes.

AFGHANISTAN

A MEASURE OF EQUALITY FOR AFGHAN WOMEN:
RIGHTS IN PRACTICE

As Afghanistan moves into an era of democracy and pluralism, Rights & Democracy has increasingly focused its efforts on family law and rendering the legal sphere more accessible to civil society organizations and the larger public, with a specific focus on women. Over the last year, Rights & Democracy's staff members in Kabul spoke regularly on local TV and radio as well as public forums on gender-related issues during which the importance of family law reform was consistently raised.

Training workshops on women's rights in Islam were conducted in five provinces, and Rights & Democracy continued its invaluable partnerships with Afghan organizations to deliver legal aid services in the area of family law, and with local women's radio to broadcast radio spots on family-law related issues.

This year's international conference on family law reform in other Muslim countries featured guests from Afghanistan, demonstrating Rights & Democracy's contribution to the development of a local discourse on women's issues.



« L'on croit que l'Afghanistan est une société traditionnelle qui ne peut changer; or, moi qui passe la moitié de mon temps dans mon village, je peux vous dire que si vous écoutez les gens, ils s'ouvrent à vous et alors ils demandent le changement. L'Afghanistan n'est pas une cause perdue, mais il n'y aura pas de solution facile. Il va falloir des sacrifices, un labeur de toute une vie, il va falloir prendre des risques. »

Janan Mosazai, candidat indépendant aux élections parlementaires de septembre 2010

"There is a belief that Afghanistan is a traditional society and that it will not change, but I spend half my time in my village and if you spend time with people and listen to them they open up to you, and they want change. Perhaps Afghanistan is not a lost cause, but there are no quick fixes. It requires sacrifices, to commit your whole life to the cause, as well as doing things beyond your comfort zone."

Janan Mosazai, independent candidate in the September 2010 parliamentary elections

RÉSULTATS :

- » Appui aux efforts du ministère de la Condition féminine pour mettre la réforme du Code de la famille au programme du ministère de la Justice
- » Organisation d'ateliers pour améliorer la connaissance et la compréhension des Afghans de la loi
- » Formation de plus de 170 personnes sur la réforme du Code de la famille à Kaboul, Nangarhar, Kunduz, Balkh et Herat
- » Organisation d'une conférence sur le Code de la famille à Kaboul, réunissant plus de 80 participants
- » Participation à une vingtaine d'entrevues avec les médias locaux sur la réforme du Code de la famille et la violence faite aux femmes
- » Présentation de la réforme du Code de la famille à plus de 20 réunions et conférences organisées par des entités afghanes et internationales

RESULTS:

- » Supported the Ministry of Women's Affairs of Afghanistan in its efforts to include the draft reformed law on the Ministry of Justice's agenda
- » Organized workshops to increase Afghan awareness and understanding of laws
- » Trained more than 170 participants on family law reform in Kabul, Nangarhar, Kunduz, Balkh and Herat provinces
- » Facilitated a conference on family law in Kabul attended by more than 80 participants
- » Gave more than 20 interviews to local media on family law reform and gender-based violence
- » Spoke about family law reform in over 20 meetings and conferences organized by Afghan and international stakeholders

COLOMBIE

APPUI AU SYSTÈME INTERAMÉRICAIN DES DROITS HUMAINS



Depuis une cinquantaine d'années, les conflits armés en Colombie causent de graves violations des droits de la personne, commises par tous les acteurs armés : guérilla, paramilitaires et forces étatiques. Les conflits ont également eu un impact sur les institutions démocratiques, qui ont fait l'objet de tentatives d'infiltration de la part d'acteurs armés illégaux et sur le fonctionnement du système de justice. Dans ce contexte, le Système interaméricain des droits humains constitue un recours essentiel pour les victimes de violations de droits. La Colombie a été condamnée à plusieurs reprises par la Cour interaméricaine des des droits de l'homme. Cependant, comme dans plusieurs pays, les décisions de la Cour ne sont pas appliquées de manière prompte et efficace.

Droits et Démocratie a mis sur pied un projet permettant à des organisations de la société civile représentant les victimes – la Commission colombienne des juristes, le Collectif d'avocats José Alvear Restrepo et le Groupe interdisciplinaire des droits humains – d'élaborer des stratégies conjointes pour aider la Cour à faire un suivi adéquat de ses décisions et obtenir une pleine application de la part de l'État colombien.

COLOMBIA

SUPPORT FOR THE INTER-AMERICAN HUMAN RIGHTS SYSTEM

For nearly 50 years, armed conflicts in Colombia have caused serious human rights violations, inflicted by any and all armed players involved: guerrilla, paramilitary, and state forces. These conflicts have also had an impact on democratic institutions, victims of infiltration attempts by illegal armed players, and on the functioning of the judicial system. In this context, the Inter-American Human Rights System is a necessary recourse for victims of human rights violations. Colombia has been convicted several times by the Inter-American Court of Human Rights. However, as in other countries, the Court's judgements are not implemented in a prompt or efficient manner.

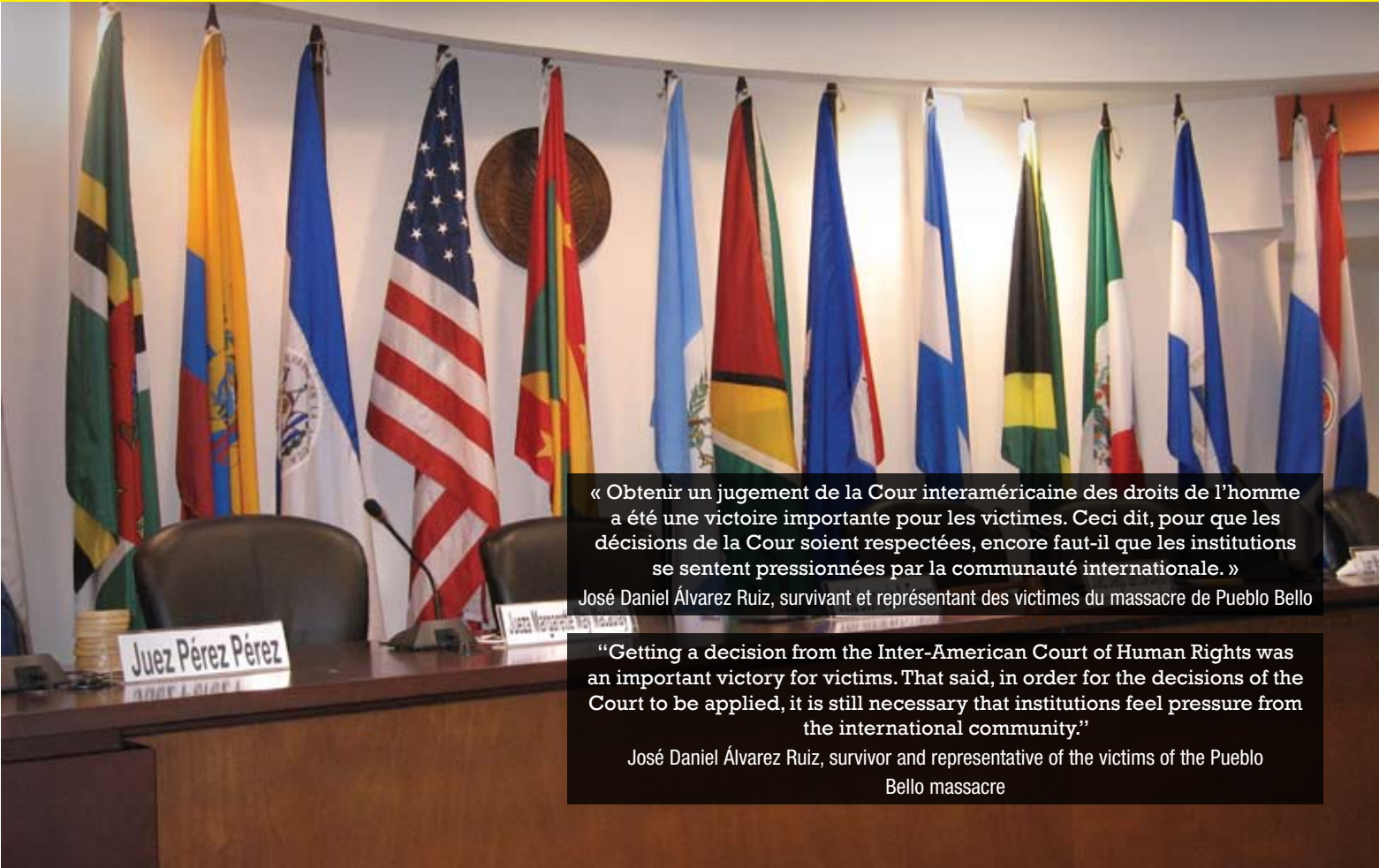
Rights & Democracy implemented a project enabling civil society organizations representing victims – namely the Colombian Commission of Jurists, the José Alvear Restrepo Lawyers' Collective, and the Interdisciplinary Group for Human Rights – to develop joint strategies to help the Court effectively monitor its sentences and ensure full implementation by the Colombian State.

RÉSULTATS :

- » Développement d'outils de suivi adaptés à l'application de mesures de réparation psychosociale par les organisations représentant les victimes
- » Réalisation d'une première audience de suivi de la Cour portant sur différents cas relatifs à un seul pays
- » Intégration par la Cour des standards d'application proposés par les partenaires de Droits et Démocratie dans ses décisions
- » Signature d'un accord entre les partenaires de Droits et Démocratie et les entités étatiques responsables pour l'établissement d'une instance décisionnelle portant sur l'adoption et l'application d'une politique publique d'attention psychosociale pour les victimes faisant l'objet d'une décision de la Cour interaméricaine

RESULTS:

- » Developed monitoring tools for the implementation of psychosocial repair measures by organizations representing victims
- » Set up first hearing to monitor different cases related to a single country
- » Integrated implementation standards in the Court's decisions as proposed by Rights & Democracy's partners
- » Established a psychosocial public policy for victims benefiting from an Inter-American Court decision



« Obtenir un jugement de la Cour interaméricaine des droits de l'homme a été une victoire importante pour les victimes. Ceci dit, pour que les décisions de la Cour soient respectées, encore faut-il que les institutions se sentent pressionnées par la communauté internationale. »

José Daniel Álvarez Ruiz, survivant et représentant des victimes du massacre de Pueblo Bello

“Getting a decision from the Inter-American Court of Human Rights was an important victory for victims. That said, in order for the decisions of the Court to be applied, it is still necessary that institutions feel pressure from the international community.”

José Daniel Álvarez Ruiz, survivor and representative of the victims of the Pueblo Bello massacre

CHINE

CHINA

AGIR POUR LES DROITS DE LA PERSONNE EN CHINE

SUPPORT FOR HUMAN RIGHTS IN CHINA



Alors que la Chine poursuit son développement économique à une vitesse effrénée et que son influence internationale ne cesse de grandir, la question des droits humains, de la primauté du droit et du développement démocratique en Chine est plus que jamais fondamentale. La stratégie actuelle de Droits et Démocratie en matière de programmation repose sur une approche bicéphale qui consiste à s’engager à la fois avec un laboratoire d’idées influent du pouvoir tout en appuyant le mouvement de défense des droits sur le terrain.

Droits et Démocratie cherche à contribuer à réduire l’écart entre les pratiques actuelles de l’État chinois et son adhésion officielle aux conventions internationales sur les droits de la personne. Nous cherchons aussi à promouvoir le développement démocratique en Chine par la défense des droits humains, en insistant particulièrement sur le renforcement des capacités des citoyens à participer aux processus qui accroissent leurs droits.

RENCONTRE D'UN PARTENAIRE

Une délégation dirigée par Gérard Latulippe, président de Droits et Démocratie, a effectué une mission en Chine en mars 2011 afin de discuter de droits humains et de développement démocratique avec des représentants de l’École du Comité central du Parti, une institution influente en matière de formation des nouvelles générations de décideurs chinois et de la formulation de politiques publiques. Un espace de discussion respectueux mais franc, critique et sans complaisance, portant sur les droits humains et le développement démocratique, en particulier sur la participation citoyenne dans le développement, a été rétabli avec l’École. Ce dialogue se poursuivra au cours de la présente année.

With China’s rapidly growing economic development and international influence, issues of human rights, rule of law and democratic development are more fundamental than ever. Rights & Democracy’s current programming strategy is based on a two-pronged approach: engaging in dialogue with an influential think tank of the regime while supporting the movement for the defence of rights at the grassroots level.

We aim to help reduce the gap between current Chinese state practices and its official adherence to international human rights treaties. We also seek to promote democratic development in China through the defence of human rights, with emphasis on enhancing people’s capacity to participate in processes that will improve their rights.

PARTNER MEETING

A delegation led by Rights & Democracy’s President Gérard Latulippe travelled to China in March 2011 to discuss human rights and democratic development with representatives of the Central Party School, an influential institution known for its public policy formulations and for training new generations of Chinese decision-makers. A respectful but frank, critical, and objective discussion on human rights and democratic development was re-established with the Central Party School, especially with regard to the role of citizen participation in the process of development. This dialogue will continue throughout the current year.



WEIQUAN YUNDONG

L’année qui vient de se terminer a vu un durcissement de la répression envers les personnes qui adhèrent au mouvement de défense des droits connu sous le nom de *weiquan yundong*. L’application de mesures de contrôle draconiennes sur la liberté d’expression et d’association et l’utilisation par les autorités chinoises de méthodes extrajudiciaires font en sorte que la situation des défenseurs des droits humains en Chine, comme on le reconnaît généralement, figure parmi les plus difficiles au monde ce qui rend le soutien au travail de ces défenseurs d’autant plus essentiel.

En 2010-2011, Droits et Démocratie a poursuivi son engagement en faveur du *weiquan yundong* en Chine en soutenant des initiatives visant le renforcement des capacités des défenseurs des droits à la base, en leur apportant une aide technique et en organisant des ateliers de formation pour des citoyens qui adhèrent au mouvement de défense des droits.

WEIQUAN YUNDONG

This last year repressive measures against people who join the human rights movement known as *weiquan yundong* have intensified. Strict controls on freedom of expression and association, and the extrajudicial methods used by Chinese authorities have worsened the situation for human rights advocates, already considered to be one of the most severe in the world, which makes supporting their cause even more crucial.

In 2010-2011, Rights & Democracy followed through on its commitment to China’s *weiquan yundong* advocates by supporting initiatives that strengthened the capacity of grassroots human rights defenders. Rights & Democracy provided technical assistance and helped organize training workshops for those who joined the movement for the defence of rights.

BIRMANIE

20 ANS D’ACTION EN BIRMANIE



Droits et Démocratie oeuvre en Birmanie depuis 1990, lorsque des députés démocratiquement élus ont fui le pays pour former un gouvernement en exil. Jusqu’à maintenant, la junte a empêché l’assemblée élue de 1990 de se réunir, préférant façonner une nouvelle constitution (2008) et tenir un nouveau scrutin (2010) pour asseoir la dictature militaire.

À travers les années, Droits et Démocratie a travaillé avec le mouvement pro-démocratie aux niveaux local, régional et international afin de faire la promotion de la démocratie et du respect des droits en Birmanie. Unissant sa voix à celle de ces partenaires, Droits et Démocratie a invité le gouvernement du Canada à adopter des sanctions contre les dirigeants militaires afin qu’ils entament un dialogue tripartite avec la Ligue nationale pour la démocratie, le parti ayant remporté les élections de 1990, et les minorités ethniques de Birmanie.

Droits et Démocratie a entamé une évaluation de son travail des 20 dernières années en Birmanie laquelle devrait se terminer d’ici l’automne 2011. Notons, toutefois, que Droits et Démocratie et ses partenaires ont réussi à :

- » Faire adopter, pour la première fois de son histoire, une motion sur la Birmanie à la Chambre des communes canadienne
- » Sensibiliser les populations canadienne et mondiale aux crimes sexuels perpétrés par le régime militaire à l’endroit des femmes, en lançant au Québec et au Canada une campagne menée par des femmes de Birmanie « P’tites culottes pour la paix ! »
- » Soutenir les médias libres et indépendants par l’intermédiaire de Democratic Voice of Burma qui diffuse des émissions de radio et de télévision en langues locales en Birmanie

BURMA

20 YEARS OF ACTION IN BURMA

Rights & Democracy’s programming in Burma began in 1990 when elected assembly members fled the country and formed a government-in-exile. Until now, the junta has never allowed the elected assembly to convene and instead tailored a new constitution (2008) and held new elections (2010) which entrenched military rule in the country.

Throughout the years, Rights & Democracy has worked with the pro-democracy movement at the local, regional and international levels to promote democracy and respect for fundamental rights in Burma. With its partners, Rights & Democracy has called on Canada to adopt sanctions against the military rulers in order to pressure the regime to enter into a productive tri-partite dialogue with the members of the National League for Democracy (NLD), the party that won the 1990 elections, and the leaders of Burma’s ethnic minorities.

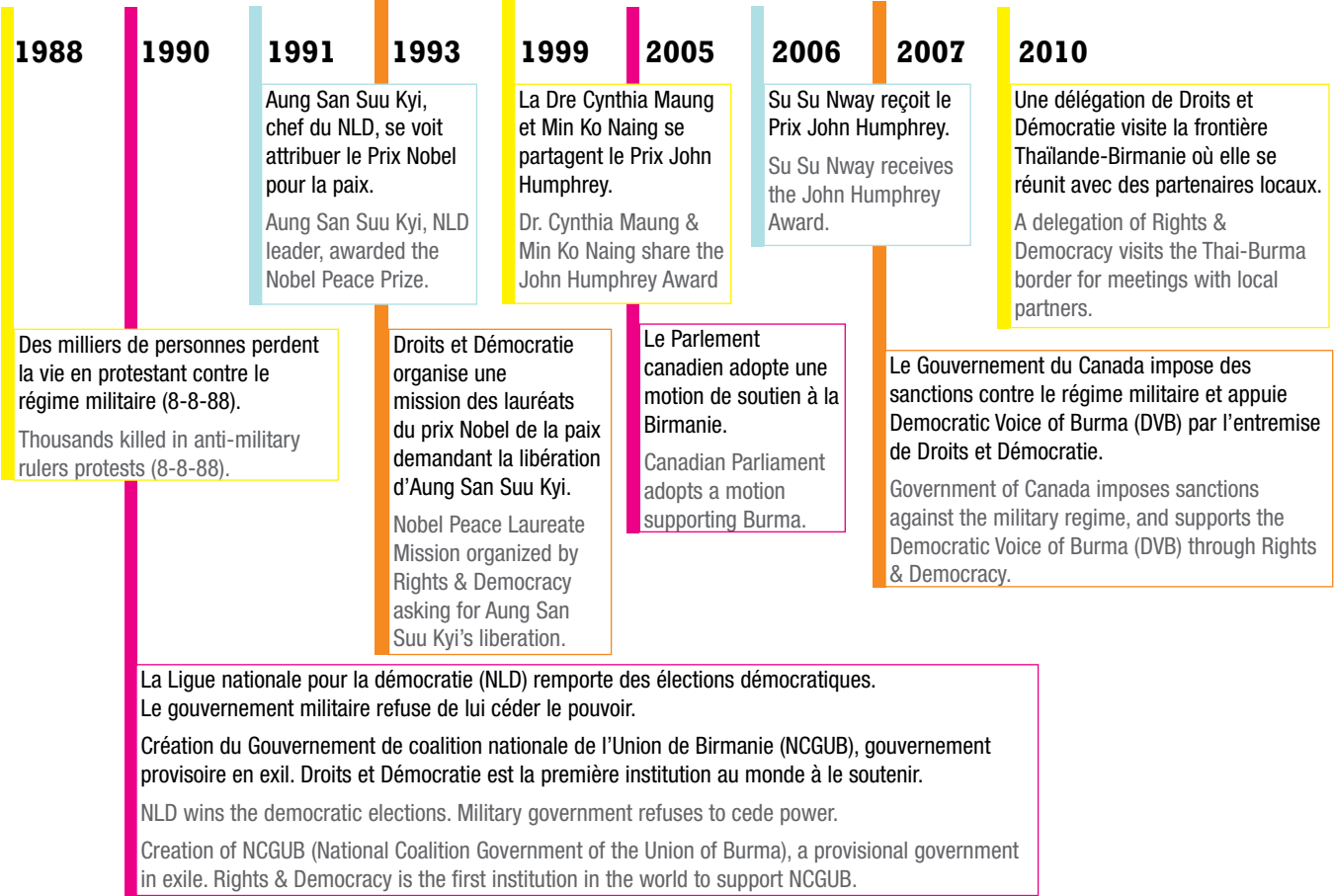
Recently, Rights & Democracy began a full review of its work over the last 20 years in Burma, which is scheduled for completion in the fall of 2011. Over the years Rights & Democracy and its partners have succeeded in:

- » Getting, for the first time in history, a motion supporting Burma adopted by the Parliament of Canada
- » Raising awareness of Canadians on sexual crimes perpetrated against women by the military regime through a women-led campaign in Quebec and Canada called “Panties for Peace”
- » Providing tangible support to Democratic Voice of Burma, which provides accurate and unbiased news by radio and TV in local languages to the people of Burma

CHRONOLOGIE - CHRONOLOGY

Sous le joug militaire depuis 1962, la Birmanie est gouvernée par l’un des régimes les plus brutaux et les plus corrompus au monde.

Under repressive military rule since 1962, Burma is governed by one of the world’s most brutal and corrupt regimes.



« Droits et Démocratie est reconnue au Canada comme partout au monde pour son œuvre pour une Birmanie libre. Droits et Démocratie est un joueur clé du mouvement prodémocratie birman. »
Tin Maung Htoo, directeur général,
Ami(e)s canadien(ne)s de la Birmanie

“Rights & Democracy is known, not only in Canada, but around the world for its important contribution to a free Burma. I consider Rights & Democracy a key player in Burma’s pro-democracy movement.”
Tin Maung Htoo, Executive Director of Canadian Friends of Burma (CFOB)

ZIMBABWE

ENQUÊTE RÉGIONALE SUR LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS AU ZIMBABWE



La situation politique ne cesse de se détériorer au Zimbabwe depuis 1998 : élections trafiquées, répression de la liberté de presse et des libertés individuelles, persécution politique, non-respect des droits humains, le tout dans l'impunité. Ces dix dernières années, 4,5 millions de Zimbabweens auraient fui vers des pays voisins.

Depuis 2009, Droits et Démocratie collabore avec des défenseurs des droits humains pour mieux coordonner et systématiser les enquêtes visant à recueillir des preuves des violations commises et de l'impunité qui règne, et à brosser un tableau objectif et clair des violations des droits humains commises au Zimbabwe.

Cette collaboration a permis de créer une base de données sûre, facile d'utilisation et exhaustive qui peut être utilisée simultanément par toutes les organisations vouées à la cueillette de preuves sur les violations de droits humains. Ce travail s'avérera particulièrement utile en 2011, puisqu'une autre élection sensible est prévue.

ZIMBABWE

REGIONAL INQUIRY ON HUMAN RIGHTS VIOLATIONS IN ZIMBABWE

The political situation in Zimbabwe has been deteriorating constantly since 1998. Elections have been falsified; press and personal freedoms have been severely restrained; political repression and gross human rights abuses continue and impunity reigns. In the last ten years, it is estimated that more than 4.5 million Zimbabweans have fled to neighbouring countries.

Since 2009, Rights & Democracy has been working with human rights defenders to better coordinate and standardize their investigations in order to collect evidence on violations and cases of impunity and to obtain a clear, secure and objective picture of human rights violations perpetrated in Zimbabwe.

This collaborative work has helped develop an impressive, user-friendly and digitally secured database that can be used simultaneously by any organization dedicated to collecting evidence of human rights abuses. This work will be especially useful in the midst of another volatile electoral period scheduled for 2011.



« Le travail du ZEF (Zimbabwe Exiles Forum, Forum des exilés du Zimbabwe) est grandement facilité par la base de données sécurisée que nous avons créée ensemble. Non seulement assure-t-elle la sécurité de l'information concernant les clients du ZEF, mais en plus elle nous libère du fardeau de la paperasse. Le ZEF encourage toutes les victimes à faire de cette base de données facile d'utilisation et sécurisée un bouclier contre les regards indiscrets. » Gabriel Shumba, directeur du ZEF, leader de la diaspora zimbabwéenne et victime de torture

“Zimbabwe Exiles Forum’s (ZEF) work has tremendously been assisted by the secured database we collectively developed. This database not only improves the security of ZEF client information, but also dispenses with the need for much paperwork. ZEF urges all victims involved to make this user-friendly secured database a part of their shield and security against prying eyes.” Gabriel Shumba, ZEF Executive Director, leader of the Zimbabwean diaspora and torture victim

RÉSULTATS :

- » Création d'outils d'enquête (questionnaire, politique de confidentialité, formulaire d'évaluation à l'intention des victimes, politique de sécurité, logiciel de stockage de données, mesures de sécurité, matériel informatique) utilisés de façon systématique par les organisations de défense des droits humains dans le sud de l'Afrique
- » Publication des tendances de violations de droits humains dégagées des statistiques fournies par la base de donnée sécurisée
- » Intensification de l'analyse des preuves de violations de droits humains au Zimbabwe et cueillette des témoignages de victimes zimbabwéennes
- » Coordination des campagnes de sensibilisation auprès du grand public et des institutions politiques et juridiques régionales, nationales et internationales sur les violations de droits humains au Zimbabwe

RESULTS:

- » Developed investigative tools (questionnaire, confidentiality policy, evaluation form to be completed by victims, security policy, data storage software, safeguard measures, and hardware) to be used in a standardized manner by human rights organizations across Southern Africa
- » Exposed human rights violation trends based on statistics taken from the secured database
- » Increased effective analysis of evidence of human rights violations in Zimbabwe and improved the gathering of testimonies of Zimbabwean victims
- » Coordinated awareness advocacy campaign targeting the general public, regional, national, and international media, as well as judicial and political institutions on the issue of human rights violations in Zimbabwe

ÉGYPTE

PROMOTION DU JOURNALISME CITOYEN EN ÉGYPTE



Comme le démontrent bien les récents événements qui ont secoué la région, les jeunes et les nouvelles technologies représentent un puissant outil de changement social, permettant d'espérer une nouvelle ère de démocratie et de défense de droits universels. Droits et Démocratie collabore avec des blogueurs et journalistes égyptiens depuis 2010, estimant que les blogues représentent une source d'information et d'analyse politique crédible pour les Égyptiennes et les Égyptiens. Les objectifs du projet sont de fournir les connaissances et compétences nécessaires pour faire des blogueurs de véritables journalistes citoyens, d'améliorer l'accès à l'information à la population, de rehausser leur conscience politique et de faciliter leur participation au processus politique et à l'avènement du changement.

Grâce à ce projet, des blogueurs et journalistes traditionnels en Égypte ont appris à se servir d'Internet et d'autres nouveaux médias pour disséminer de l'information, de l'analyse politique et des opinions. Fort de ce succès, Droits et Démocratie entame des démarches pour reproduire ce programme ailleurs.

EGYPT

SUPPORTING CITIZEN JOURNALISM IN EGYPT

As recent events in the region have demonstrated, youth and new technologies represent a powerful tool for political and social change, promising a new era of democratic empowerment and defence of universal human rights. Since 2010, Rights & Democracy has been working with Egyptian bloggers and journalists. The project values blogging as a credible source of information and political analysis for the Egyptian public. The goals are to provide the skills and knowledge needed to turn random blogging into citizen journalism, and enhance Egyptians' access to information, political awareness, and ability to participate in the political process and initiate change.

To date, the project has trained bloggers and traditional journalists in Egypt on using the Internet and other new media tools to disseminate information, political analysis and opinion. Given its success, discussions are underway with respect to replicating the programme elsewhere.

RÉSULTATS :

- » Organisation de sept ateliers de formation à l'intention de 150 blogueurs et journalistes et traitant, notamment, de l'administration d'un blogue, des précautions de sécurité qui s'imposent et des aspects techniques des outils sociaux nouveaux médias
- » Production de douze annonces d'intérêt public visant à stimuler la réflexion sur la liberté d'expression et d'association et déclaration de l'importance des élections libres et justes
- » La moitié des blogueurs et journalistes participants étaient des femmes
- » Création d'un manuel de formation pour les ateliers, disponible à l'adresse suivante : <http://www.fnst-egypt.org/Arab-Bloggers-Meet-and-Strategize-at-Cairo-Workshop-Arabic.html>

RESULTS:

- » Organized seven training workshops targeting 150 bloggers and journalists on managing a blog, security precautions to be taken as a citizen journalist, and technical aspects of the new social networking tools
- » Produced 12 public service announcements to increase awareness of freedom of expression, freedom of association, and the importance of credible and fair elections
- » Women bloggers and journalists made up 50% of participants
- » Developed a manual used during training and available at <http://www.fnst-egypt.org/Arab-Bloggers-Meet-and-Strategize-at-Cairo-Workshop-Arabic.html>

« Où commencer : j'ai appris à bloguer de façon plus professionnelle, j'ai fait la connaissance de personnes qui partagent mes intérêts, nous avons créé toute une communauté et, surtout, j'en ai appris davantage sur mes droits et garanties juridiques. »

Ahmed R., participant

"There are so many things: I learned how to blog professionally, got acquainted with people who have common interests and we created a community and were introduced to the most fundamental issues that are my legal rights."

Ahmed R., workshop participant





SENSIBILISATION

AWARENESS-RAISING

**FAVORISER L'OUVERTURE SUR LE MONDE CHEZ
LES CANADIENNES ET CANADIENS**

INCREASING CANADIANS' OPENNESS TO THE WORLD

Campagne pour protéger les peuples autochtones menacés d'extinction en Colombie

Campaign to protect indigenous peoples in Colombia from extinction

LE RÉSEAU ÉTUDIANT



THE STUDENT NETWORK

LE RÉSEAU ÉTUDIANT DROITS ET DÉMOCRATIE

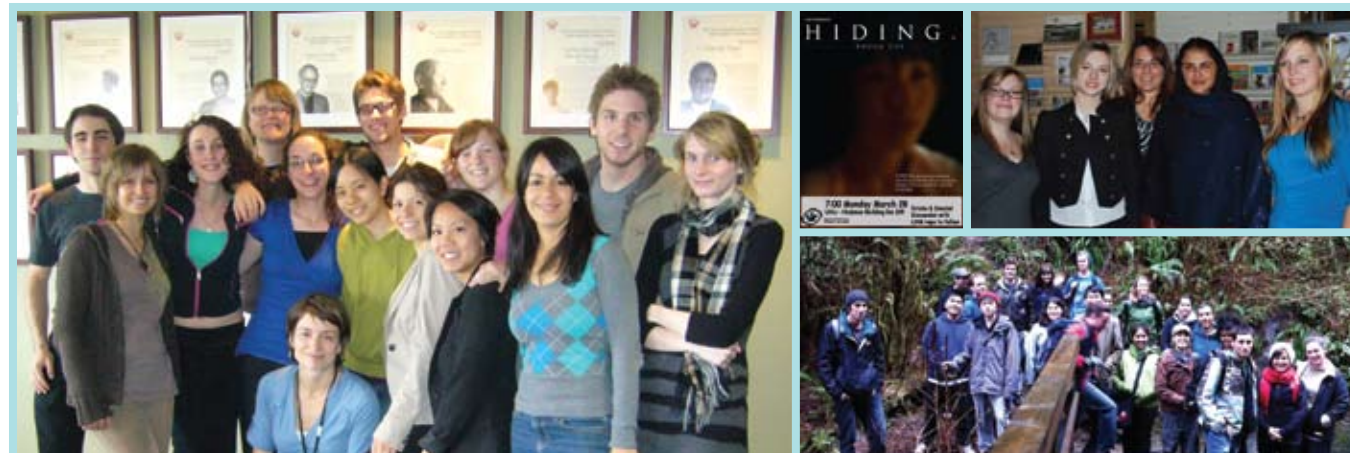
De l'Île de Vancouver à Moncton, des membres du Réseau étudiant Droits et Démocratie dans 20 universités canadiennes font la promotion d'enjeux relatifs aux droits de la personne et à la démocratie les plus urgents grâce à des événements et projets locaux, régionaux, nationaux et internationaux.

En 2010-2011, chaque délégation étudiante du Réseau a organisé des panels, projections de documentaires, expositions d'art et simulations afin de stimuler la réflexion sur la problématique se rapportant aux droits de la personne et de démocratie qui font la une des journaux et de leur offrir des opportunités pour s'impliquer.

THE RIGHTS & DEMOCRACY STUDENT NETWORK

From Vancouver Island to Moncton, members of the Rights & Democracy Student Network in 20 Canadian universities are building awareness about the most urgent human rights and democratic challenges through local, regional, national and international events and projects.

In 2010-2011, members of each Rights & Democracy Student Network university delegation organized panels, documentary film screenings, art exhibits, and simulations in order to delve deeper into the human rights and democratic issues that are in the headlines, and to offer opportunities to get involved.



PROJETS ORGANISÉS PAR LES DÉLÉGATIONS ÉTUDIANTES DROITS ET DÉMOCRATIE

Afin de faciliter l'accès des étudiants en droit au Zimbabwe aux ressources essentielles à la défense des droits humains, la délégation de l'Université McGill a continué son projet « Livres sans frontières » et apporté des textes juridiques à l'Université du Zimbabwe.

En mars, la délégation de l'UQÀM a organisé trois semaines thématiques la première sur l'impunité, la deuxième sur le droit des enfants et la troisième sur le droit des femmes.

PROJECTS ORGANIZED BY RIGHTS & DEMOCRACY STUDENT DELEGATIONS

In order to ensure law students in Zimbabwe have access to the resources they need to defend human rights, the McGill University delegation members continued their ongoing “Books Without Borders” project and brought much-needed law textbooks on a field trip to the University of Zimbabwe.

The University of Québec à Montréal (UQAM) delegation organized three thematic weeks, on impunity, children's rights and women's rights, with daily activities exploring different perspectives on the themes.

ÉVÉNEMENTS RÉGIONAUX DE L'EST ET DE L'OUEST

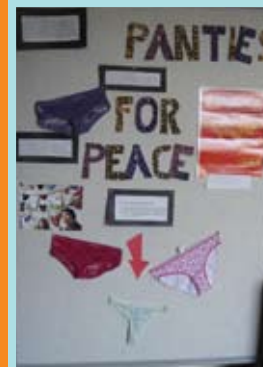
L'événement régional de l'est avait pour thème « *Droits humains et conflits armés* » et près de vingt-cinq membres du Réseau se sont réunis sur le campus de l'Université de Moncton. Ils ont exploré différents thèmes pendant une journée de conférences et un panel sur les droits humains, les conflits armés, le droit international humanitaire et le développement démocratique.

La délégation de l'Université de Victoria a offert des activités innovatrices, carboneutres et stimulantes lors de l'événement régional dont le thème était : *Le partage des ressources en commun : l'accès démocratique aux ressources*. Des membres du Réseau ont pris part à l'événement qui mettait l'accent sur l'idée que protéger les ressources en commun signifie également protéger les droits humains.

EASTERN AND WESTERN REGIONAL EVENTS

The Eastern Regional Event explored the theme of “Human Rights and Armed Conflicts.” Nearly 25 Network members gathered on the University of Moncton campus for a panel and workshops on human rights, armed conflicts, international human rights, and democratic development.

The University of Victoria delegation organized innovative and stimulating carbon neutral activities during the Western Regional Event titled “*Sharing of the Global Commons: Ensuring Democratic Access to Resources.*” Network members participated in the event examining the idea that protecting the global commons also means protecting human rights.



LE COMITÉ CONSULTATIF DU RÉSEAU

Lancé cette année, le Comité consultatif du réseau a déjà fait ses preuves, alors que ses membres tirent parti de leur expérience en tant qu'anciens étudiants et membres du Réseau pour améliorer celui-ci et mentorer les étudiants et membres du réseau actuels, dans le cadre d'événements locaux, régionaux et nationaux.

WWW.DD-RD.NET

NETWORK CONSULTATIVE COMMITTEE

Launched this year, the Network Consultative Committee is already showing results from their efforts as they use their experience as students and alumni of the Network to enhance its effectiveness and act as mentors to current members at local, regional, and national events.



PRIX JOHN-HUMPHREY 2010

EL PROGRAMA VENEZOLANO DE EDUCACIÓN- ACCIÓN EN DERECHOS HUMANOS (PROVEA)

Remis afin d'honorer un organisme ou une personne de toute région du monde, pour sa contribution exemplaire à la promotion du développement démocratique ou du respect des droits de la personne, le prix John-Humphrey 2010 a été décerné à l'organisme vénézuélien PROVEA (Programme vénézuélien pour l'éducation et l'action à l'appui des droits humains). Entre le 26 novembre et le 7 décembre 2010, Monsieur Marino Alvarado, directeur général de PROVEA, qui a reçu le prix au nom de l'organisme, a donné une série de conférences et rencontré les médias ainsi que des parlementaires canadiens, au cours d'une tournée de trois villes canadiennes : Calgary, Montréal et Ottawa.

Reconnue pour son approche équilibrée et apolitique et ses méthodes de recherche rigoureuses, PROVEA est l'une des organisations de défense des droits humains les plus respectées, les plus crédibles et efficaces au Venezuela. Situé à Caracas, le groupe exerce ses activités dans un pays où la vie politique est très polarisée et où les défenseurs des droits humains sont souvent la cible de dures critiques et victimes d'intimidation. Le travail de PROVEA consiste à prévenir les violations des droits humains, à renforcer le mouvement en faveur des droits de la personne, à éduquer les citoyens de toutes les couches de la société, à construire des alliances au sein de la société civile et enfin à assurer le soutien et la défense des victimes de violations des droits. PROVEA est considéré comme une référence grâce à son travail de surveillance, de documentation, de recherche et de diffusion concernant la situation sur la situation des droits humains au Venezuela.

Pour en savoir plus au sujet de PROVEA, consultez :
<http://derechos.org.ve>

2010 JOHN HUMPHREY AWARD

EL PROGRAMA VENEZOLANO DE EDUCACIÓN- ACCIÓN EN DERECHOS HUMANOS (PROVEA)

The John Humphrey Award recognizes an organization or individual from any region of the world for outstanding achievement in the promotion of democratic development or respect for human rights. The 2010 John Humphrey Award was presented to the Venezuelan organization PROVEA (Venezuelan Program for Education and Action in Human Rights). From 26 November to 7 December 2010, Mr. Marino Alvarado, PROVEA's Executive Director who received the award on behalf of the organization, gave a series of public speeches and met with Canadian media and parliamentarians, during a tour of three Canadian cities: Calgary, Montreal, and Ottawa.

PROVEA is one of Venezuela's most respected, credible and effective human rights organizations due to its balanced, apolitical approach and rigorous research methodologies. Based in Caracas, PROVEA works under difficult political and economic conditions in a country where politics are highly polarized and human rights activists are often the targets of harsh criticism and intimidation. Its efforts are dedicated to preventing violations, strengthening the human rights movement, educating citizens all spectrums of society, building alliances among civil society, and finally supporting and defending victims of human rights violations. PROVEA is well-known for its work in monitoring, documenting, researching and disseminating information on the human rights situation in Venezuela.

Learn more about PROVEA at <http://derechos.org.ve>



« Le combat actuel consiste avant tout à insister sur l'interdépendance des droits et le caractère global de la démocratie. Cela veut dire continuer à exiger une plus grande justice sociale et des libertés accrues, une diminution de la pauvreté, une plus grande pluralité politique et une plus grande inclusion sans aucune discrimination. L'espoir d'une réelle démocratie où régneraient la liberté et la justice sociale existe toujours. »
Marino Alvarado, directeur général de PROVEA

“The current struggle focuses on championing the interdependency of rights and the comprehensive essence of democracy. This includes continuing to demand more social justice with increased freedom, less poverty with more ample political plurality and greater inclusion without any sort of discrimination. The hope for a true democracy where freedom and social justice prevails.”
Marino Alvarado, Executive Director of PROVEA



AFFAIRES GOUVERNEMENTALES

Les sénateurs, les députés et les fonctionnaires canadiens à Ottawa demeurent un auditoire prioritaire pour Droits et Démocratie. Aussi, en vue de rehausser la réputation du Centre à Ottawa, une attention particulière a été portée aux affaires gouvernementales en 2010-2011, en commençant par la création du poste de directeur principal, communications, affaires gouvernementales et planification stratégique.

Alors que le président de Droits et Démocratie, monsieur Gérard Latulippe, veillait à tenir le ministère des Affaires étrangères et du Commerce International pleinement au courant de l'évolution de la situation au Centre, le directeur principal était chargé d'en faire autant auprès des députés de tous les partis et, par ailleurs, de maintenir des relations étroites avec les Comités parlementaires pertinents, dont : les Comités permanents du Sénat des Affaires étrangères et du commerce international et des Droits de la personne; le Comité permanent des Affaires étrangères et du développement international et le Sous-comité des droits internationaux de la personne de la Chambre des communes.

Notons que M. Latulippe a comparu devant le Comité permanent des Affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes à deux reprises : en avril 2010, peu après sa nomination à la présidence, puis en février 2011, où il a présenté les résultats des vérifications de contrôle effectuées au cours de l'année et annoncé aux membres du Comité que Droits et Démocratie était de retour sur la bonne voie. En janvier 2011, le président a aussi été invité à comparaître devant le Comité permanent du Sénat des Affaires étrangères et du commerce international, accompagné d'Alexandra Gilbert, coordonnatrice du projet, droits des femmes en Afghanistan, pour donner son point de vue sur la meilleure façon pour le Canada de contribuer à l'avancement des droits des femmes en Afghanistan.

Enfin, au cours de la dernière année, Droits et Démocratie a pris soin d'établir des relations avec le groupe parlementaire multipartite pour la prévention du génocide et le groupe parlementaire multipartite « Les amis parlementaires de la Birmanie ». Le partenaire colombien de Droits et Démocratie, l'Organisation nationale des indigènes de Colombie (ONIC), a comparu devant le groupe parlementaire multipartite pour la prévention du génocide en décembre, tandis qu'en novembre, M. Latulippe participait à une conférence de presse multipartite sur les élections birmanes.

GOVERNMENTAL AFFAIRS

Canadian Senators, Members of Parliament (MPs), and civil servants working in Ottawa continue to be among Rights & Democracy's main target audiences. Accordingly, with the aim of enhancing the Centre's reputation in Ottawa, significant emphasis was placed on governmental affairs in 2010-2011, starting with the creation of the position of Senior Director, Communications, Government Affairs and Strategic Planning.

While Rights & Democracy President Gérard Latulippe made a point of keeping the Department of Foreign Affairs and International Trade thoroughly informed of Rights & Democracy's current state of affairs, the Senior Director was entrusted to do the same with MPs from all political parties and to establish a close relationship with the relevant parliamentary committees, including the Senate Standing Committee on Foreign Affairs and International Trade, the Senate Standing Committee on Human Rights, the House of Commons Standing Committee on Foreign Affairs and International Development and the House of Commons Subcommittee on International Human Rights.

Notably, Mr. Latulippe appeared before the Standing Committee on Foreign Affairs and International Development on two occasions: in April 2010, shortly after being appointed President, and again in February 2011 to report on the due diligence verifications completed during the year and inform Committee members that Rights & Democracy was back on track. In January 2011, the President was also invited to appear before the Senate Standing Committee on Foreign Affairs and International Trade along with the Afghanistan Project Coordinator, Ms. Alexandra Gilbert, to report on how Canada can best contribute to the enhancement of women's rights in Afghanistan.

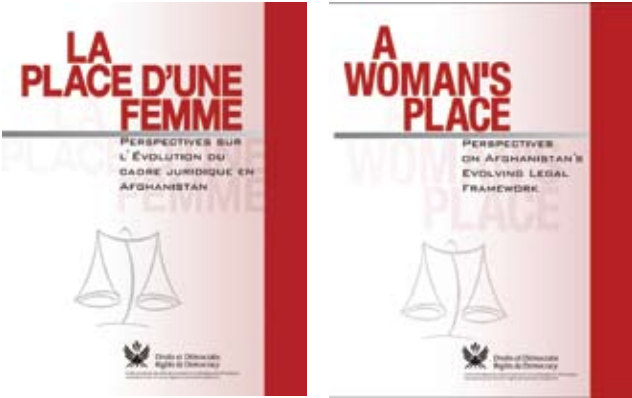
Lastly, during the past year, Rights & Democracy established and strengthened relationships with the All-Party Parliamentary Group on the Prevention of Genocide and the Parliamentary Friends of Burma. Rights & Democracy's partner from Colombia, the National Indigenous Organization of Colombia (ONIC), appeared before the former in December, while Mr. Latulippe participated in a multi-party press conference on Burma's elections on Parliament Hill in Ottawa organized by the latter in November.

PUBLICATIONS

CENTRE DE DOCUMENTATION : LA RÉFÉRENCE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE ET DE DROITS DE LA PERSONNE

Depuis sa création en 1988, le centre de documentation de Droits et Démocratie a réuni une collection importante sur les droits de la personne au niveau international et le développement démocratique. Cette collection unique de plus de 20 000 documents s'est bâtie au fil des années à partir des recherches de notre personnel et de ses interventions sur le terrain.

VISITEZ NOTRE SITE INTERNET POUR CONSULTER LA BASE DE DONNÉES EN LIGNE.



A Woman's Place: Perspectives on Afghanistan's Evolving Legal Framework

Over the past three years, Rights & Democracy has been directly involved in the reform of family law in Afghanistan. Through fieldwork and research work, a number of questions, reflections and lines of analysis were raised that needed further discussion. To this end, four authors have reflected on a series of questions that are central themes of this book: the evolution of reforms in 20th century Afghanistan; the participation of civil society in the legislative process in the post-Taliban era; the marriage contract and registration of marriages; and the gap between the theoretical discourse and practice with regards to protecting the rights of women.

PUBLICATIONS

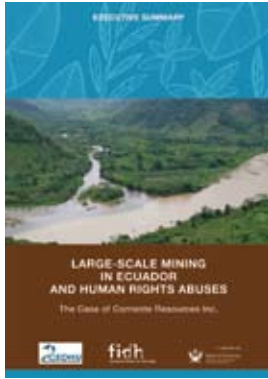
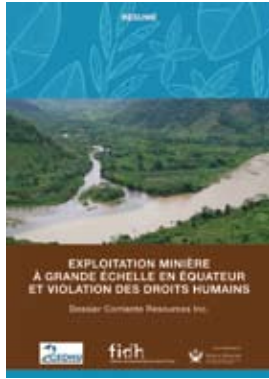
THE DOCUMENTATION CENTRE: YOUR SOURCE FOR DEMOCRATIC DEVELOPMENT AND HUMAN RIGHTS

Since its creation in 1988, Rights & Democracy's Documentation Centre has amassed a wide collection on international human rights and democratic development. This unique collection of more than 20,000 documents has been built up over the years through research carried out by our staff and activities in the field.

VISIT OUR WEBSITE TO CHECK OUR ONLINE DATABASE.

La place d'une femme : Perspectives sur l'évolution du cadre juridique en Afghanistan

Au cours des trois dernières années, Droits et Démocratie a participé directement au processus de réforme du Code de la famille en Afghanistan. Dans le cadre du travail effectué sur le terrain et des recherches, un certain nombre de questions, de réflexions et d'angles d'analyse nécessitant des discussions plus approfondies ont été soulevées. À cette fin, quatre auteures ont réfléchi à une série de questions qui sont les thèmes centraux de cette publication : l'évolution des réformes au 20e siècle en Afghanistan, la participation de la société civile dans le processus législatif dans l'ère post-talibans, le contrat de mariage et l'enregistrement des mariages, et l'écart entre le discours théorique et pratique en ce qui concerne la protection des droits des femmes.



Exploitation minière à grande échelle en Équateur et violations des droits humains : Dossier Corriente Recursos Inc

La « Comisión Ecuánica de Derechos Humanos » (Commission œcuménique des droits humains) a analysé les effets des activités minières de l'entreprise Corriente Recursos Inc sur les droits des communautés autochtones et paysannes de l'Amazonie. Les conclusions de cette étude font état d'une criminalisation de la contestation sociale, d'irrégularités dans les processus de consultation et d'acquisition des terres ainsi que des risques potentiels que représente l'exploitation minière à grande échelle pour la subsistance des communautés autochtones environnantes.

Large Scale Mining in Ecuador and Human Rights Abuses: the case of Corriente Recursos Inc

The "Comisión Ecuánica de Derechos Humanos" (Ecumenical Commission for Human Rights) analyzed the impacts of Corriente Recursos Inc's mining activities on the rights of communities in the Amazon. Findings highlight the criminalization of social protest, irregularities in the consultation and land acquisition process, and the potential risks of large-scale mining on the livelihoods of surrounding indigenous communities.

Les études d'impact sur les droits humains centrées sur les communautés : l'expérience de terrain – Rapport d'une rencontre internationale, Canada 2010

Rapport d'une réunion de travail internationale tenue à Montréal en mars 2010, publié conjointement par Droits et Démocratie et Oxfam America, qui résume les expériences et leçons apprises par des équipes de recherche de trois continents ayant mené des études sur l'impact qu'ont des investissements privés sur les droits humains.

Community-based human rights impact assessments: Practical lessons – Report from an international meeting, Canada 2010

This report, a joint publication of Rights & Democracy and Oxfam America, is the outcome of an International workshop held in Montreal in March 2010. It summarizes the experiences and lessons learned by research teams from three continents who have conducted studies on the impact of private investment on human rights.



**CENTRE INTERNATIONAL
DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DU DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE**

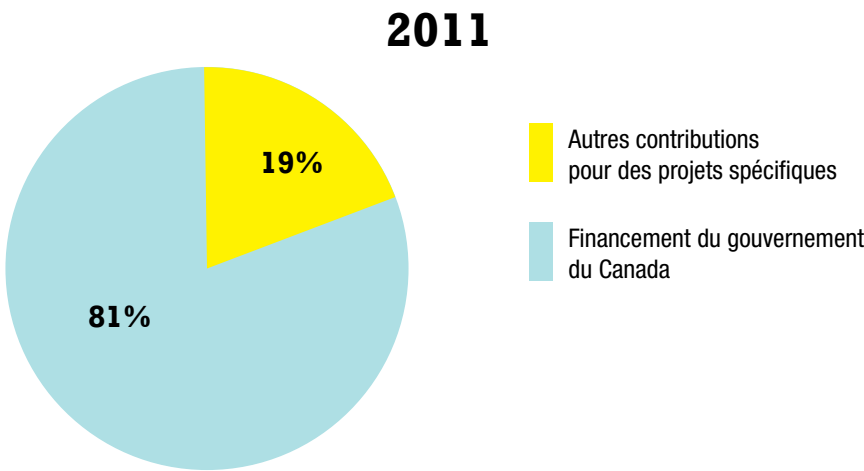
RAPPORTS FINANCIERS

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

ANALYSE DES RÉSULTATS

Droits et Démocratie a terminé l'année 2010-2011 avec un surplus de 912 029 \$ qui s'explique principalement par le ralentissement des activités causé par les changements organisationnels survenus au courant de la dernière année. L'organisation devrait retrouver son niveau habituel d'activités au cours de l'exercice 2011-2012.

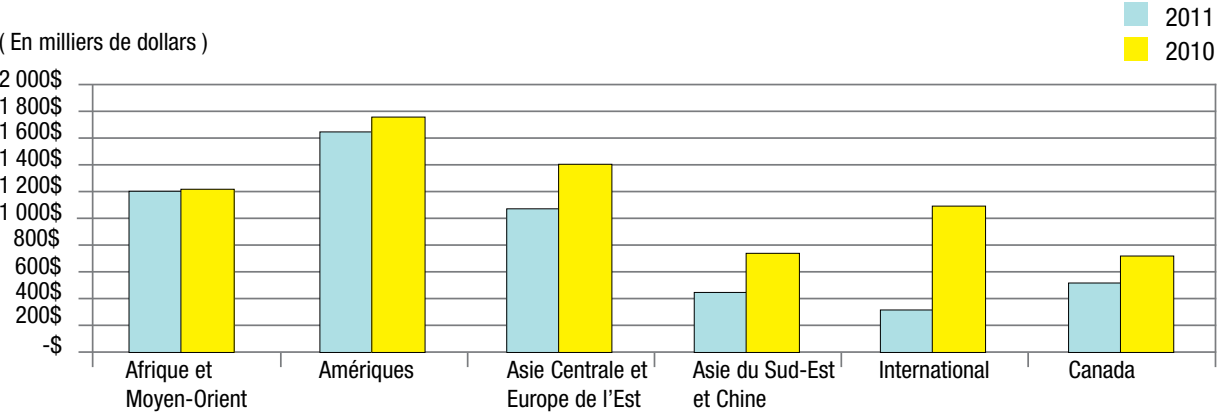
PROVENANCE DES REVENUS



Le gouvernement du Canada représente toujours la principale source de revenus qui constitue le financement de base de l'organisation avec 81 % des revenus pour l'année 2010-2011. Ces fonds proviennent à la fois des du ministère des Affaires étrangères et du commerce international Canada et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Les contributions de ces deux entités sont restées essentiellement au même niveau par rapport à l'année précédente.

Les autres contributions pour des projets spécifiques sont composées principalement de contributions du gouvernement du Canada et d'autres entités apparentées. L'ACDI a notamment contribué 1.041 M \$ à la réalisation du projet *Une mesure d'égalité pour le droit des femmes afghanes en pratique* et 334 000 \$ pour le projet de renforcement de la société civile en Haïti. Le ministère des Affaires étrangères et du commerce international a pour sa part financé des projets considérables en Birmanie (201 000 \$), en Égypte (96 000 \$) et au Zimbabwe (266 000 \$). Enfin, les revenus comprennent 265 000 \$ reçus du Centre de recherche pour le développement international pour le projet *Discrimination ethnique et genre en Amérique : le cas des femmes autochtones*.

RÉPARTITION DES DÉPENSES RELIÉES AUX PROJETS PAR RÉGION



Afin d'être en mesure de refléter la nouvelle structure organisationnelle préconisée par la direction, une note détaillant les dépenses des projets par région a été ajoutée aux états financiers (note 12). Il importe de préciser que la diminution des dépenses liées à des projets s'est reflétée dans chacune des régions où Droits et Démocratie exerce ses activités.

Bien que l'année 2010-2011 fut une année de transition pour Droits et Démocratie, un travail remarquable a été réalisé sur le terrain pas nos agentes et agents de programmes en compagnie de nos partenaires. En Afrique et au Moyen Orient, nous avons notamment poursuivi notre travail avec la coalition des femmes en faveur de la lutte contre l'impunité et le droit à la réparation des victimes de violences sexuelles (195 000 \$) et approfondi notre enquête sur les violations des droits humains au Zimbabwe (351 000 \$). En Haïti, bien que les activités ont été temporairement réduites en raison du tremblement de terre, nous avons continué la mise en œuvre du projet financé par l'ACDI portant sur la gouvernance démocratique et la promotion des droits humains (383 000 \$). De plus, un important projet financé par le Centre de recherche pour le développement international a été lancé en Amérique latine (422 000 \$). Le projet phare de Droits et Démocratie en Asie Centrale demeure le projet financé par l'ACDI portant sur le droit des femmes dont les dépenses représentent plus de 1M \$ pour la seule année 2010-2011. En Asie du Sud-Est, les journalistes birmanes ont pu bénéficier du soutien de Droits et Démocratie grâce au financement reçu du ministère des Affaires étrangères et du commerce international (260 000 \$). Au niveau international, nous avons permis à divers groupe et populations de revendiquer le respect de leurs droits humains dans le cadre de projets d'investissement étrangers via l'achèvement d'une méthodologie portant sur les études d'impact (199 000 \$). Enfin, Droits et Démocratie a continué son travail de sensibilisation au Canada via le réseau étudiant (245 000 \$) et la remise du Prix John Humphrey 2010 (175 000 \$).

ANALYSE DES DÉPENSES

Les coûts d'exploitation sont passés de 12.0 M \$ à 10.4 M \$ par rapport à l'an passé dû à la baisse des activités suite aux changements organisationnels. Ainsi, les dépenses de projets et des salaires ont baissé significativement mais ont été contrebalancés en partie par la hausse des frais de fournisseurs externes non récurrents.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique (Droits et Démocratie) sont la responsabilité de la direction. Ils ont été approuvés par le conseil d'administration de Droits et Démocratie. Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et, lorsque cela est approprié, comprennent des estimations fondées sur l'expérience et le jugement de la direction. La direction est également responsable de tous les autres renseignements présentés dans le rapport annuel et de leur concordance avec les états financiers.

La direction maintient des systèmes comptables, financiers, de contrôle de gestion et d'information, de même que des pratiques de gestion conçus pour fournir une assurance raisonnable que des informations fiables et pertinentes sont disponibles au moment opportun; que les actifs sont protégés et contrôlés; que les ressources sont gérées de façon économique et efficiente en vue de la réalisation des objectifs de Droits et Démocratie et que l'exploitation est menée efficacement. Ces systèmes et pratiques sont également conçus pour fournir une assurance raisonnable que les opérations sont conformes à la Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, aux règlements administratifs et aux politiques de Droits et Démocratie.

Le conseil d'administration est responsable de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information financière tel que précisé ci-dessus. Le conseil assume cette charge par l'entremise du Comité des finances et de vérification qui est composé d'administrateurs dont aucun n'est membre de la direction. Le Comité des finances et de vérification examine les états financiers annuels et tous rapports s'y rattachant; le Comité rencontre annuellement le vérificateur externe et peut faire des recommandations au conseil d'administration à l'égard de ceux-ci et/ou d'affaires connexes.

Le vérificateur externe, le vérificateur général du Canada, effectue une vérification indépendante des états financiers et présente son rapport à Droits et Démocratie et au ministre des Affaires étrangères.



Gérard Latulippe
Président

Montréal, Canada
Le 30 juin 2011



Martin Fortier
Directeur, administration
et ressources



Auditor General of Canada
Vérificateur général du Canada

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique et
au ministre des Affaires étrangères

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011, et l'état des résultats, l'état du résultat étendu, l'état des variations de l'avoir et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des

méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pour le vérificateur général du Canada par intérim,



Sylvain Ricard, CA auditeur
vérificateur général adjoint

Montréal, Canada
Le 30 juin 2011

CENTRE INTERNATIONAL DES DROITS DE LA PERSONNE ET DU DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE

BILAN AU 31 MARS

	2011	2010
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 648 876 \$	413 405 \$
Dépôts à terme (note 4)	1 020 000	2 470 000
Intérêts courus	11 117	5 872
Débiteurs	134 712	101 602
Contributions à recevoir	69 242	382 499
Crédit parlementaire à recevoir	-	348 070
Frais payés d'avance	112 131	93 918
	2 996 078	3 815 366
À long terme		
Immobilisations corporelles (note 5)	520 625	621 656
Immobilisations incorporelles (note 6)	274 984	241 561
	795 609	863 217
	3 791 687 \$	4 678 583 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	425 780 \$	2 256 718 \$
Salaires et vacances à payer	324 558	329 657
Obligations pour prestations de cessation d'emploi	137 841	-
Subventions à payer	390 220	535 396
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 7)	36 252	37 189
Contributions reportées du gouvernement du Canada et d'autres entités apparentées (note 8)	125 263	83 962
	1 439 914	3 242 922
À long terme		
Avantages incitatifs reportés sur le bail	65 221	82 608
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 7)	125 654	120 793
Autre passifs	25 000	25 000
	215 875	228 401
Financement en capital reporté (note 10)	568 975	604 048
	2 224 764	4 075 371
AVOIR		
Bénéfices non répartis	1 473 999	561 970
Cumul des autres éléments du résultat étendu	92 924	41 242
	1 566 923	603 212
	3 791 687 \$	4 678 583 \$

Engagements (note 16)
Éventualités (note 19)
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par:

Gérard Latulippe
Président de Droits et Démocratie


Aurel Braun
Président du Conseil

CENTRE INTERNATIONAL DES DROITS DE LA PERSONNE ET DU DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2011	2010
REVENUS		
Financement du gouvernement du Canada		
Crédit parlementaire - financement de base	9 003 603 \$	8 819 904 \$
Amortissement du financement en capital reporté (note 10)	129 470	143 723
	9 133 073	8 963 627
Autres revenus		
Contributions du gouvernement du Canada et d'autres entités apparentés pour des projets spécifiques (note 13)	2 138 766	2 389 022
Contributions d'entités non apparentées (note 14)	55 924	128 164
Intérêts	12 963	33 689
	2 207 653	2 550 875
Total - Revenus	11 340 726	11 514 502

DÉPENSES (NOTE 11)

Programmes et activités	7 396 540	9 488 021
Administration générale	2 710 538	2 421 104
Coût d'exploitation avant prestations de cessation d'emploi	10 107 078	11 909 125
Prestations de cessation d'emploi	321 619	46 580
Coûts d'exploitation après prestations de cessation d'emploi	10 428 697	11 955 705
Résultats d'exploitation pour l'exercice	912 029	(441 203)
ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS		
Résultats d'exploitation pour l'exercice	912 029	(441 203)
Autres éléments du résultat étendu		
Contributions reportées d'entités non apparentées constatées comme revenus de l'exercice (note 9)	(33 625)	(11 826)
Nouvelles contributions reportées d'entités non apparentées pour l'exercice (note 9)	85 307	32 461
Total des autres éléments du résultat étendu	51 682	20 635
Résultat étendu	963 711	(420 568)

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'AVOIR POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2011	2010
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	561 970	1 003 173
Résultats d'exploitation pour l'exercice	912 029	(441 203)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	1 473 999	561 970
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de l'exercice	41 242	20 607
Autres éléments du résultat étendu	51 682	20 635
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de l'exercice (note 9)	92 924	41 242
Total des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu	1 566 923 \$	603 212 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CENTRE INTERNATIONAL DES DROITS DE LA PERSONNE ET DU DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS	2011	2010
Encaisse (utilisée pour les) provenant des activités d'exploitations		
Résultats d'exploitation pour l'exercice	912 029 \$	(441 203) \$
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Diminution des avantages incitatifs reportés sur le bail	(17 387)	(32 001)
Amortissement des immobilisations corporelles	180 434	237 350
Amortissement des immobilisations incorporelles	51 962	16 861
Amortissement du financement en capital reporté	(129 470)	(143 723)
	997 568	(362 716)
(Augmentation) diminution des intérêts courus	(5 245)	7 427
(Augmentation) diminution des débiteurs	(33 110)	19 309
Diminution (augmentation) des contributions à recevoir	313 257	(108 417)
Diminution (augmentation) du crédit parlementaire à recevoir	348 070	(348 070)
(Augmentation) diminution des frais payés d'avance	(18 213)	25 716
(Diminution) augmentation des créditeurs	(1 830 938)	1 976 567
Diminution des salaires et vacances à payer	(5 099)	(322 036)
Augmentation des obligations pour prestations de cessation d'emploi	137 841	-
Diminution des subventions à payer	(145 176)	(58 224)
Diminution des autres passifs	-	(12 500)
Augmentation (diminution) des contributions reportées du gouvernement du Canada et d'autres entités apparentées	41 301	(115 114)
Augmentation des contributions reportées d'entités non apparentées	51 682	20 635
	(148 062)	722 577
Encaisse provenant des activités de financement		
Crédit parlementaire - financement en capital	94 397	278 096
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	79 491	-
Diminution d'obligations de contrats de location- acquisition	(41 279)	-
Paielements d'obligations de contrats de location-acquisition	(34 288)	(33 784)
	98 321	244,312
Encaisse provenant des (utilisée pour les) activités d'investissement		
Acquisition de dépôts à terme	(1 775 000)	(10 000 000)
Remboursement de dépôts à terme	3 225 000	9 650 000
Acquisition d'immobilisations corporelles	(22 643)	(146 512)
Disposition d'immobilisations corporelles	7 956	4 985
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(85 902)	(216 077)
Disposition d'immobilisations incorporelles	517	1 972
Acquisition d'immobilisations par contrats de location-acquisition	(79 491)	-
Disposition d'immobilisations par contrats de location-acquisition	14 775	-
	1 285 212	(705 632)
Changement net de l'encaisse	1 235 471	261 257
Encaisse au début de l'exercice	413 405	152 148
Encaisse à la fin de l'année	1 648 876 \$	413 405 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CENTRE INTERNATIONAL DES DROITS DE LA PERSONNE ET DU DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 2011

1. POUVOIRS ET ACTIVITÉS

Le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique a été créé par le Parlement du Canada en 1988 par la *Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique*. Le Centre exerce ses activités sous le nom de Droits et Démocratie.

Droits et Démocratie a pour mission d'amorcer, d'encourager et d'appuyer la coopération entre le Canada et les pays étrangers en ce qui touche la promotion, le développement et le renforcement des institutions et programmes démocratiques ou se rapportant aux droits de la personne, qui donnent effet aux droits et libertés consacrés par la *Charte internationale des droits de l'homme*. Il lui incombe pour l'accomplissement de sa mission:

- a) d'appuyer les programmes et les activités de développement en faveur des pays en voie de développement;
- b) d'appuyer les programmes et les activités en faveur des pays autres que les pays en voie de développement; et
- c) de stimuler et appuyer la recherche et l'éducation, le dialogue, l'échange d'information et la collaboration entre les citoyens et les institutions, tant au Canada qu'à l'étranger.

Droits et Démocratie est exempt de tout impôt sur les bénéfices. Il est un organisme de charité enregistré au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Dispositions financières

Pour appuyer les programmes et les activités en faveur des pays en voie de développement, la Loi prévoit que Droits et Démocratie peut recevoir des crédits votés par le Parlement. Droits et Démocratie peut également recevoir des fonds lui venant de sources autres que du gouvernement du Canada.

Pour appuyer les programmes et les activités en faveur des pays autres que les pays en voie de développement, Droits et Démocratie peut recevoir et utiliser, en plus des crédits qui pourraient être votés par le Parlement à cette fin, des fonds lui venant de sources autres que du gouvernement du Canada.

2. NORMES COMPTABLES POUR LE SECTEUR PUBLIC

En décembre 2009, le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a fait une révision de la préface des normes comptables pour le secteur public du Manuel du secteur public. En vertu de la préface révisée, Droits et Démocratie est maintenant un organisme sans but lucratif du secteur public (OSBL du secteur public). Par conséquent, Droits et Démocratie adoptera les normes comptables pour le secteur public à partir du 1^{er} avril 2012.

Les OSBL du secteur public ont le choix de se conformer soit au Manuel du secteur public avec les chapitres SP 4200 à SP 4270 (chapitres de la série SP 4200), soit au Manuel du secteur public sans ces chapitres. Droits et Démocratie évalue actuellement l'incidence de l'adoption de chacune de ces options sur les états financiers.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les principales conventions comptables sont énoncées ci-bas.

a) Consolidation

Lors de l'exercice précédent, Droits et Démocratie contrôlait l'organisme sans but lucratif Droits et Démocratie (Suisse) dont la mission était d'amorcer, d'encourager et d'appuyer la coopération entre le Canada et les pays étrangers en ce qui touche la promotion, le développement et le renforcement des institutions et programmes démocratiques ou se rapportant aux droits de la personne, qui donnent effet aux droits et libertés consacrés par la Charte internationale des droits de l'homme. Les états financiers de Droits et Démocratie étaient donc présentés sur une base consolidée. Droits et Démocratie (Suisse) ayant cessé ses activités au début de l'exercice, les chiffres de l'année courante ne sont donc plus présentés sur une base consolidée.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

b) Crédit parlementaire

Le financement de Droits et Démocratie provient principalement du ministère des Affaires étrangères et commerce international Canada et de l'Agence canadienne de développement international par des ententes de subvention. La portion du crédit parlementaire utilisée pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles est comptabilisée comme financement en capital reporté et amortie selon la même méthode et sur la même période que les immobilisations corporelles ou incorporelles correspondantes. L'autre partie du crédit parlementaire est comptabilisée à l'état des résultats au cours de l'exercice pour lequel il est approuvé.

c) Contributions

Droits et Démocratie applique la méthode du report pour comptabiliser les contributions. Les contributions d'entités non apparentées restreintes en vertu d'affectations d'origine externe sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu et constatées à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les dépenses correspondantes sont engagées. Les contributions du gouvernement du Canada et d'autres entités apparentées restreintes en vertu d'affectations d'origine externe sont reportées et constatées à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les dépenses correspondantes sont engagées. Les contributions non affectées sont constatées à titre de revenus lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

d) Dépenses de subventions

Les subventions accordées sont imputées aux résultats dans l'exercice où les critères d'octroi des subventions sont rencontrés.

e) Dépôts à terme

Les dépôts à terme sont enregistrés à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les revenus d'intérêts.

f) Immobilisations corporelles

Le mobilier et équipement, l'équipement informatique ainsi que le matériel roulant sont comptabilisés au coût et sont amortis selon la méthode linéaire au taux annuel de 20 %. Les améliorations locatives sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative ou la durée du bail, selon la plus courte des deux. Les actifs acquis par le biais de contrats de location-acquisition sont comptabilisés à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail et sont amortis sur la durée du bail.

g) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût. Le coût inclut les dépenses directement associées à l'acquisition et au développement de logiciels et licences, à la conception et au développement du site web ainsi qu'aux activités de développement d'outils de collaborations informatiques. Les immobilisations incorporelles de Droits et Démocratie ont une durée de vie limitée et sont amorties selon la méthode linéaire sur cinq ans.

h) Avantages sociaux futurs

Tous les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations versées à titre d'employeur représentent le coût complet pour Droits et Démocratie. Ce montant est équivalent à un multiple des cotisations versées par les employés et pourrait changer au fil du temps selon la situation financière du Régime. Les cotisations de Droits et Démocratie sont imputées à l'exercice au cours duquel les services sont rendus et représentent l'ensemble de ses obligations en matière de prestations de retraite. Droits et Démocratie n'est pas tenue à l'heure actuelle de verser des cotisations au titre des insuffisances actuarielles du Régime de retraite de la fonction publique. Ces bénéfices représentent la seule obligation de Droits et Démocratie qui requiert un paiement futur.

i) Avantages incitatifs reportés sur le bail

Les coûts encourus par le bailleur pour le compte de Droits et Démocratie sont inclus au bilan à titre d'avantages incitatifs reportés sur le bail. Ces avantages incitatifs reportés sur le bail sont amortis de façon linéaire sur la durée du bail et comptabilisés en réduction de la dépense.

j) Instruments financiers : Classification, comptabilisation et évaluation

Depuis le 1^{er} avril 2007, les instruments financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance, créances ou autres passifs financiers. Les actifs et passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués soit à leur juste valeur, soit à leur coût lorsqu'ils n'ont pas de prix cotés sur un marché actif, alors que les variations de juste valeur sont comptabilisées au résultat étendu. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ainsi que les créances ou autres passifs financiers sont évalués à leur coût après amortissement en utilisant la méthode du taux effectif. Droits et Démocratie a classé ses dépôts à terme et son encaisse comme détenus à des fins de transaction. Les débiteurs, les contributions à recevoir ainsi que le crédit parlementaire à recevoir ont été classés comme créances. Tous les passifs financiers de Droits et Démocratie ont été classés comme autres passifs financiers.

k) Gestion du capital

Le capital de Droits et Démocratie est uniquement composé de bénéfices non répartis générés par le cumul de bénéfices d'exploitation. Puisque Droits et Démocratie n'a pas d'emprunt, elle n'est pas assujettie à des clauses restrictives à l'égard de ses facilités de crédit.

Droits et Démocratie gère son capital de façon prudente en gérant ses revenus, ses dépenses, ses actifs, ses investissements et ses opérations générales de nature financière en s'assurant qu'elle réalise ses objectifs de façon efficace et en conformité avec la loi qui la gouverne. La stratégie globale à l'égard de la gestion du capital reste inchangée par rapport à l'exercice terminée le 31 mars 2010.

l) Résultat étendu

Le résultat étendu est composé du bénéfice net et de contributions reportées d'entités non apparentées.

m) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, la direction doit effectuer des estimations et formuler des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif constatés à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses constatés au cours de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles et incorporelles, la juste valeur des instruments financiers et le passif éventuel sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations sont faites. Les montants réels pourraient être différents des estimations.

4. DÉPÔTS À TERME

Au 31 mars 2011, les dépôts à terme ont un taux d'intérêt moyen de 1,29 % (0,55% en 2010) et une durée moyenne de 365 jours (365 jours en 2010).

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2011			2010
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Mobilier et équipement	891 156 \$	703 469 \$	187 687 \$	197 341 \$
Équipement informatique	337 179	249 930	87 249	100 675
Améliorations locatives	552 642	353 585	199 057	251 762
Matériel roulant	126 230	79 598	46 632	71 878
	1 907 207 \$	1 386 582 \$	520 625 \$	621 656 \$

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition d'un coût brut de 235 038 \$ (250 750 \$ en 2010) moins l'amortissement cumulé de 90 452 \$ (126 211 \$ en 2010). Le matériel roulant est utilisé par le personnel de Port-au-Prince et de Kaboul dans le cadre des activités de projets financés par l'ACDI à Haïti et en Afghanistan.

Une partie de l'amortissement des immobilisations corporelles de 2011 (39 906 \$) (36 056 \$ en 2010) est attribuée à des projets spécifiques et est constatée dans les dépenses de programmes et activités et le solde (140 528 \$) (201 294 \$ en 2010) est réparti entre les dépenses de programmes et activités et les dépenses d'administration générale (note 11).

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2011			2010
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Logiciels et licences	340 770 \$	72 376 \$	268 394 \$	222 776 \$
Site Web	63 384	56 794	6 590	18 785
	404 154 \$	129 170 \$	274 984 \$	241 561 \$

L'amortissement des immobilisations incorporelles est de 51 962 \$ en 2011 (16 861 \$ en 2010).

7. OBLIGATION DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Droits et Démocratie a signé des ententes pour la location d'équipements de bureau en vertu de contrats de location-acquisition. Les obligations découlant de contrats de location-acquisition ont été actualisées à un taux d'intérêt variant de 9,18% à 9,84% par année. Les obligations correspondantes sont payées pendant la durée des baux (de 5 à 6 ans). Les paiements minimums exigibles en vertu du bail pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 ont totalisé 49 826 \$ (51 191 \$ en 2010), ce qui inclut un montant d'intérêts de 15 538 \$ (17 407 \$ en 2010) imputé aux résultats.

Au 31 mars 2011, les paiements minimums exigibles en vertu du bail étaient :	
2012	48 462 \$
2013	48 462
2014	47 288
2015	27 042
2016	27 042
Total des paiements minimums exigibles en vertu du bail	198 296
Moins: intérêts implicites	(36 390)
	161 906
Portion à court terme	(36 252)
	125 654 \$

8. CONTRIBUTIONS REPORTÉES DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET D'AUTRES ENTITÉS APPARENTÉES

Les montants ci-dessous représentent des ressources non dépensées provenant du gouvernement du Canada et d'autres entités apparentées qui, en vertu d'affectations d'origine externe, sont destinées à la réalisation de projets spécifiques et qui sont reçues ou à recevoir au cours de l'exercice considéré et destinées à couvrir les dépenses d'exercices ultérieurs. Les variations survenues dans le solde des contributions reportées sont les suivantes :

	2011	2010
Contributions reportées au début de l'exercice	83 962 \$	199 076 \$
Montant constaté comme revenus de l'exercice (note 13)	(83 962)	(199 076)
Agence canadienne de développement international		
Une mesure d'égalité pour le droit des femmes afghanes en pratique	32 158	-
Projet renforcement de la société civile en Haïti	87 916	-
Le Centre de recherche pour le développement international		
Discrimination ethnique et genre en Amérique :		
Le cas des femmes autochtones	-	80 530
Affaires étrangères et Commerce international Canada		
Voix démocratique de la Birmanie	5 189	-
Une approche citoyenne vers la démocratie au Zimbabwe	-	678
Appui au journalisme citoyen d'Égypte	-	2 754
Contributions reportées à la fin de l'exercice	125 263	83 962
Les contributions reportées au 31 mars sont constituées comme suit :		
Agence canadienne de développement international		
Une mesure d'égalité pour le droit des femmes afghanes en pratique	32 158	-
Projet renforcement de la société civile en Haïti	87 916	-
Le Centre de recherche pour le développement international		
Discrimination ethnique et genre en Amérique :		
Le cas des femmes autochtones	-	80 530
Affaires étrangères et Commerce international Canada		
Voix démocratique de la Birmanie	5 189	-
Une approche citoyenne vers la démocratie au Zimbabwe	-	678
Appui au journalisme citoyen d'Égypte	-	2 754
Contributions reportées à la fin de l'exercice	125 263 \$	83 962 \$

9. CONTRIBUTIONS REPORTÉES D'ENTITÉS NON APPARENTÉES

Les montants ci-dessous représentent des ressources non dépensées provenant d'entités non apparentées qui, en vertu d'affectations d'origine externe, sont destinées à la réalisation de projets spécifiques et qui sont reçues ou à recevoir au cours de l'exercice considéré et destinées à couvrir les dépenses d'exercices ultérieurs. Les variations survenues dans le solde des contributions reportées sont les suivantes :

	2011	2010
Contributions reportées au début de l'exercice	41 242 \$	20 607 \$
Montant constaté comme revenus de l'exercice (note 14)	(33 625)	(11 826)
Open Society Initiative	-	1 552
Oxfam Amériques	-	16 463
Association des Universités Canadiennes	-	8 750
Redress	-	4 000
La Commission Européenne	85 307	-
Autres contributions	-	1 696
Contributions reportées à la fin de l'exercice	92 924 \$	41 242 \$

Les contributions reportées au 31 mars sont constituées comme suit :

Open Society Initiative	- \$	1 552 \$
Oxfam Amériques	6 617	16 463
Association des Universités Canadiennes	-	8 750
Redress	-	4 000
La Commission européenne	85 307	-
Autres contributions	1 000	10 477
Contributions reportées à la fin de l'exercice	92 924 \$	41 242 \$

10. FINANCEMENT EN CAPITAL REPORTÉ

	2011	2010
Solde au début de l'exercice	604 048 \$	469 675 \$
Crédit parlementaire - financement en capital reporté	94 397	278 096
Amortissement du financement en capital reporté	(129 470)	(143 723)
Solde à la fin de l'exercice	568 975 \$	604 048 \$

11. DÉPENSES

	2011			2010
	PROGRAMMES ET ACTIVITÉS	ADMINISTRATION GÉNÉRALE	TOTAL	TOTAL
Projets				
Développement démocratique	1 554 452 \$	- \$	1 554 452 \$	2 418 303 \$
Droits humains	2 974 990	-	2 974 990	3 517 855
Développement de projet	134 967	-	134 967	329 331
Assistance aux défenseurs des droits humains et de la démocratie	-	-	-	-
Activités canadiennes	507 143	-	507 143	683 689
Total projets (note 12)	5 171 552	-	5 171 552	6 949 178
Salaires et avantages sociaux	1 432 991	1 024 650	2 457 641	2 864 580
Honoraires professionnels	301 360	1 140 820	1 442 180	962 989
Location	235 991	134 248	370 239	318 474
Honoraires et dépenses du conseil	-	253 757	253 757	321 227
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	125 118	67 372	192 490	218 155
Déplacements	40 417	46 609	87 026	120 201
Poste et téléphonie	39 060	20 883	59 943	52 760
Fourniture et approvisionnement	33 968	12 370	46 338	53 074
Autre frais	16 083	9 829	25 912	48 487
	7 396 540	2 710 538	10 107 078	11 909 125
Prestations de cessation d'emploi	234 948	86 671	321 619	46 580
	7 631 488 \$	2 797 209 \$	10 428 697 \$	11 955 705 \$

12. PROJETS PAR RÉGION

	2011	2010
Afrique et Moyen-Orient	1 191 796 \$	1 223 579 \$
Amériques	1 649 418	1 765 717
Asie Centrale et Europe de l'Est	1 076 164	1 409 854
Asie du Sud-Est et Chine	433 394	743 729
International	313 684	1 087 183
Canada	507 096	719 116
	5 171 552 \$	6 949 178 \$

13. CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET D'AUTRES ENTITÉS APPARENTÉES

Les contributions du gouvernement du Canada et d'autres entités apparentées constatées dans l'état des résultats proviennent des sources suivantes :

	2011	2010
Contributions du gouvernement du Canada et d'autres entités apparentées pour des projets spécifiques	2 054 804 \$	2 189 946 \$
Montant des contributions reportées constaté comme revenu de l'exercice (note 8)		
Agence canadienne de développement international		
Projet renforcement de la société civile en Haïti	-	199 076
Affaires étrangères et Commerce international Canada		
Une approche citoyenne vers la démocratie au Zimbabwe	678	-
Appui au journalisme citoyen d'Égypte	2 754	-
Le Centre de recherche pour le développement international		
Discrimination ethnique et genre en Amérique : le cas des femmes autochtones	80 530	-
	83 962	199 076
	2 138 766 \$	2 389 022 \$

14. CONTRIBUTIONS D'ENTITÉS NON APPARENTÉES

Les contributions d'entités non apparentées constatées dans l'état des résultats proviennent des sources suivantes :

	2011	2010
Contributions d'entités non apparentées pour des projets spécifiques	21 268 \$	115 473 \$
Contributions générales d'entités non apparentées	1 031	865
	22 299	116 338
Montant des contributions reportées constaté comme revenu de l'exercice (note 9))		
Association des Universités Canadiennes	8 750	-
Canton de Genève	-	10 026
Open Society Initiative	1 552	-
Oxfam Amériques	9 846	-
Redress	4 000	-
Autres contributions	9 477	1 600
Dons	-	200
	33 625	11 826
	55 924 \$	128 164 \$

15. APPARENTÉS

Droits et Démocratie est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement canadien. En plus des transactions entre apparentée divulguées ailleurs dans les états financiers, Droits et Démocratie a enregistré un montant de 180 749 \$ (1 525 242 \$ en 2010) dans les crédoiteurs pour le service de paye aux employés. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités à la valeur d'échange.

16. ENGAGEMENTS

a) Baux

Droits et Démocratie a signé un bail à long terme pour la location de locaux jusqu'en 2016. Le solde des engagements relatifs à ce bail s'établit à 1 338 057 \$. Les loyers minimums qui seront versés au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :	2012	297 346 \$
	2013	297 346
	2014	297 346
	2015	297 346
	2016 et après	148 673
		1 338 057 \$

b) Subventions

Au 31 mars 2011, Droits et Démocratie a approuvé des subventions totalisant 550 881\$ au cours des prochains exercices sous certaines conditions. Des ententes ont été signées avec les bénéficiaires suivants :

	2012	2013
Abogadas y Abogados para la Justicia y los Derechos Humanos	32 470 \$	22 500 \$
Agence Française de Développement	5 040	
Asociacion Cabildos Indigenas Norte del Cauca	30 000	
Association des Mamans Chrétiennes pour l'Assistance aux Vulnérables	5 040	
Association Régionale de Développement Durable du Gharb	9 300	
Coalicion de Mujeres Rumbo al Desarrollo	17 000	
Consejo de organizaciones indigenas de Jujuy	26 544	16 000
Democratic Voice of Burma	119 140	
Eugène Lurhondere Busake	4 355	
Julienne Lusenge Maliyabwana	10 586	
Organizacion Nacional Indigena de Colombia	158 331	
Otmane Taoufiq	10 600	
Network of China Human Rights Defenders	65 000	
Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral	8 890	
Solidarité des Femmes pour le Développement Intégral	5 045	
Termitières	5 040	
	512 381 \$	38 500 \$

17. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Droits et Démocratie et tous les employés admissibles cotisent au Régime de retraite de la fonction publique. Ce régime offre des prestations fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen de fin de carrière. Les prestations sont pleinement indexées selon la hausse de l'Indice des Prix à la Consommation. Les cotisations de Droits et Démocratie et des employés au Régime de retraite de la fonction publique au cours de l'exercice se sont élevées à :

	2011	2010
Droits et Démocratie	363 731 \$	424 632 \$
Employés	163 977 \$	184 776 \$

18. INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

Les opérations reliées à l'encaisse, les intérêts courus, les débiteurs, les contributions à recevoir, le crédit parlementaire à recevoir, les crédateurs, les salaires et vacances à payer, les obligations pour prestations de cessation d'emploi et les subventions à payer découlent du cours normal de l'exploitation. La valeur aux livres de chacun de ces postes se rapproche de leur juste valeur car leur échéance est à court terme.

La juste valeur des contrats de location-acquisition est de 161 906 \$ au 31 mars 2011 (157 982 \$ au 31 mars 2010). Elle est déterminée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie, à l'aide des taux d'intérêts implicites des contrats de location.

La juste valeur de l'encaisse et des dépôts à terme, classés de niveau 1 selon la hiérarchie des justes valeurs, correspond à peu près à sa valeur comptable en raison du terme à courir qui est court.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les créances de Droits et Démocratie ne posent pas de risque de crédit important, car elles sont principalement composées de contributions à recevoir du gouvernement du Canada et d'autres entités apparentées, de contributions à recevoir d'entités non apparentés solvables et reconnues, du crédit parlementaire à recevoir, de débiteurs et d'intérêts courus. Droits et Démocratie n'a aucune concentration significative de risque de crédit.

Au 31 mars 2011, aucune créance n'est en souffrance.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les fluctuations de taux d'intérêt peuvent également avoir un impact sur la juste valeur du portefeuille de placements. Cependant, puisque Droits et Démocratie ne détient que des placements à court terme, l'impact des fluctuations de taux d'intérêt est négligeable.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que Droits et Démocratie ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. Étant donnée que Droits et Démocratie n'a accès à aucune facilité de crédit, ses liquidités dépendent entièrement des crédits votés par le parlement, des fonds provenant de source autre que du gouvernement du Canada et des surplus accumulés. Droits et Démocratie gère ce risque de liquidité en surveillant constamment ses flux de trésorerie réels et projetés.

Au 31 mars 2011, les passifs financiers de Droits et Démocratie se limitent aux crédateurs, salaires et vacances à payer, obligations pour prestations de cessation d'emploi et subventions à payer exigibles à court terme.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Droits et Démocratie exerce ses activités à l'échelle internationale et est exposée au risque découlant des fluctuations des taux de change. En plus du dollar canadien, la devise utilisée principalement par la société est le dollar américain; toutefois, les états financiers de Droits et Démocratie sont présentés en dollars canadiens.

Droits et Démocratie n'utilise pas d'instruments dérivés pour réduire son exposition au risque de change et n'entend pas avoir recours à des stratégies de couverture de manière significative dans un avenir rapproché. L'impact des variations des cours des monnaies étrangères sur les états financiers de Droits et Démocratie est négligeable.

19. ÉVENTUALITÉS

Une poursuite de 1 421 317 \$ en dommages et intérêts a été intentée contre Droits et Démocratie par les trois directeurs congédiés au courant de l'exercice 2009-2010. La direction considère qu'il est peu probable qu'il en résulte des passifs importants. Aucune provision n'a été prise en compte à cet égard.

20. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants fournis pour l'exercice 2010 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice 2011.



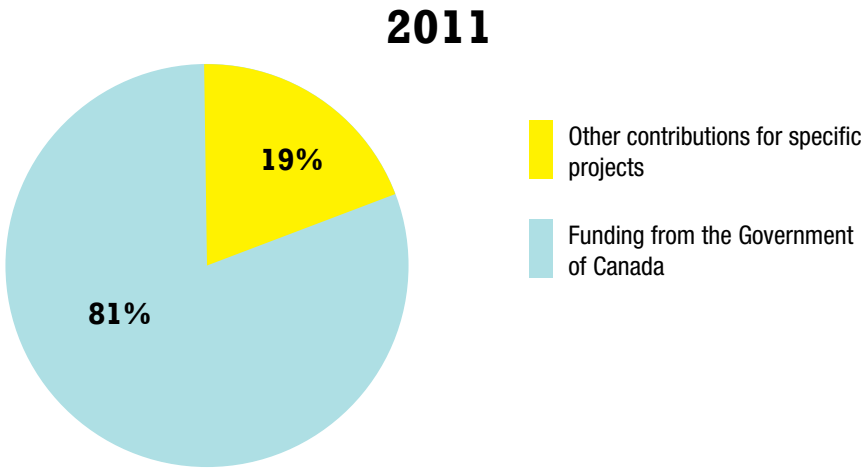
**INTERNATIONAL CENTRE FOR HUMAN
RIGHTS AND DEMOCRATIC DEVELOPMENT**
FINANCIAL REPORTS

ANALYSIS OF FINANCIAL STATEMENTS

ANALYSIS OF RESULTS

Rights & Democracy ended the 2010-2011 fiscal year with a \$912,029 surplus, due mainly to the slowing down of activities caused by the organizational changes that took place over the last year. The organization’s activities should return to normal levels during the 2011-2012 fiscal year.

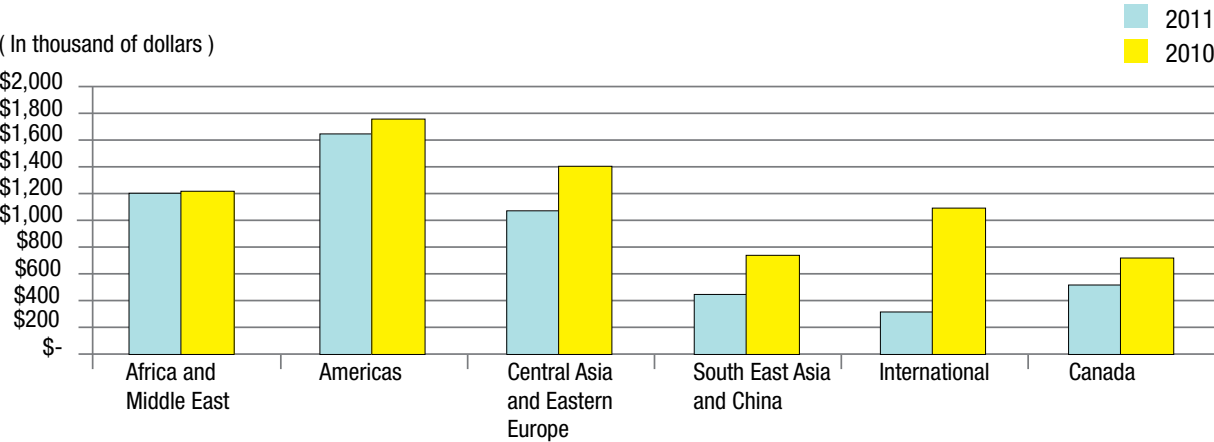
REVENUE SOURCES



The Government of Canada remains the foremost source of revenue and provides basic funding, by contributing 81% of the organization’s revenue for 2010-2011. These funds come both from the Department of Foreign Affairs and International Trade and the Canadian International Development Agency (CIDA). These two entities contributed approximately the same amount as the previous year.

Other contributions for specific projects came mainly from the Government of Canada and other associated entities. CIDA contributed \$1.041 M to the “*A Measure of Equality for Afghan Women: Rights in Practice*” project, and \$334,000 to the civil society strengthening project in Haiti. The Department of foreign Affairs and International Trade funded major projects in Burma (\$201,000), Egypt (\$96,000) and Zimbabwe (\$266,000). Finally, the organization’s revenues includes the amount of \$265,000 received from the International Development Research Centre for the “*Ethnic and Gender Discrimination in America: the Case of Aboriginal Women*” project.

BREAKDOWN OF PROJECT COSTS PER REGION



A note providing details on project expenditures per region (note 12) has been added to the Financial Statements to reflect the new organizational structure sought by management. It is important to clarify that the drop in project spending has been felt in all the regions where Rights & Democracy conducts activities.

Despite the fact that 2010-2011 was a transition year for Rights & Democracy, remarkable work was accomplished by our programme officers with our partners. In Africa and the Middle East, we continued our work with the women’s coalition to fight impunity and to advocate for the right to reparation for the victims of sexual violence (\$195,000), and furthered our inquiry on human rights in Zimbabwe (\$351,000). In Haiti, despite the temporary slowing down of activities caused by the earthquake, we continued to implement the CIDA-funded project on democratic governance and human rights (\$383,000). Furthermore, a major project financed by the International Development Research Centre was launched in Latin America (\$422,000). Rights & Democracy’s flagship project in Central Asia remains the CIDA-funded project on women’s rights, for which spending exceeded \$1 M in 2010-2011. In South-East Asia, Burmese journalists benefited from Rights & Democracy support thanks to funding provided by Canada’s Department of Foreign Affairs and International Trade (\$260,000). Internationally, we have made it possible for diverse groups and peoples to demand respect for their human rights in the context of foreign investment projects, using a methodology that involves impact assessments (\$199,000). Finally, Rights & Democracy continued its awareness-raising in Canada through the student network (\$245,000) and the John Humphrey Award (\$175,000).

ANALYSIS OF EXPENSES

Operating costs decreased from \$12.0 M last year to \$10.4 M this year, due to the slowdown in activities following organizational changes. Project expenditures and salaries dropped significantly, but this was partly offset by an increase in non-recurring external supplier costs.

MANAGEMENT REPORT

The financial statements of the International Centre for Human Rights and Democratic Development (Rights & Democracy) are the responsibility of management and have been approved by the Board of Directors of Rights & Democracy. The financial statements have been prepared in accordance with Canadian generally accepted accounting principles and, where appropriate, include estimates based on the experience and judgement of management. Management is also responsible for all other information in the annual report and for ensuring that this information is consistent with the financial statements.

Management maintains books of account, financial and management control, and information systems, together with management practices designed to provide reasonable assurance that reliable and relevant information is available on a timely basis, that assets are safeguarded and controlled, that resources are managed economically and efficiently in the attainment of Rights & Democracy's objectives, and that operations are carried out effectively. These systems and practices are also designed to provide reasonable assurance that transactions are in accordance with the *International Centre for Human Rights and Democratic Development Act* and the by-laws and policies of Rights & Democracy.

The Board is responsible for ensuring that management fulfils its responsibilities for the financial reporting as stated above. The Board exercises its responsibilities through the Finance and Audit Committee, which consists of directors who are not officers of Rights & Democracy. The Committee reviews the annual financial statements and related reports; the Committee meets with the external auditors annually and, may make recommendations to the Board of Directors with respect to these and/or related matters.

The external auditor, the Auditor General of Canada, conducts an independent audit of the financial statements, and reports to Rights & Democracy and to the Minister of Foreign Affairs.



Gérard Latulippe
President



Martin Fortier
Director, Administration and
Resources

Montreal, Canada
30 June 2011



Auditor General of Canada
Vérificateur général du Canada

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the International Centre for Human Rights and Democratic Development and
the Minister of Foreign Affairs

I have audited the accompanying financial statements of the International Centre for Human Rights and Democratic Development, which comprise the balance sheet as at 31 March 2011, and the statement of operations, statement of comprehensive income, statement of changes in equity and statement of cash flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit. I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

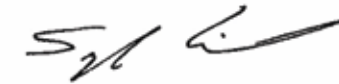
An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management,

as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

I believe that the audit evidence I have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for my audit opinion.

Opinion

In my opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the International Centre for Human Rights and Democratic Development as at 31 March 2011, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.



Sylvain Ricard, CA auditor
Assistant Auditor General
for the interim Auditor General of Canada

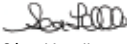
Montréal, Canada
30 June 2011

INTERNATIONAL CENTRE FOR HUMAN RIGHTS AND DEMOCRATIC DEVELOPMENT

BALANCE SHEET AS AT MARCH 31	2011	2010
ASSETS		
Current		
Cash	\$ 1,648,876	\$ 413,405
Term deposits (note 4)	1,020,000	2,470,000
Accrued interest	11,117	5,872
Accounts receivable	134,712	101,602
Contributions receivable	69,242	382,499
Receivable Parliamentary appropriation	-	348,070
Prepaid expenses	112,131	93,918
	2,996,078	3,815,366
Long term		
Property and equipment (note 5)	520,625	621,656
Intangible assets (note 6)	274,984	241,561
	795,609	863,217
	\$ 3,791,687	\$ 4,678,583
LIABILITIES		
Current		
Accounts payable	\$ 425,780	\$ 2,256,718
Accrued salaries and vacations	324,558	329,657
Obligations for termination benefits	137,841	-
Grants payable	390,220	535,396
Obligations under capital leases (note 7)	36,252	37,189
Deferred contributions from the Government of Canada and other related entities (note 8)	125,263	83,962
	1,439,914	3,242,922
Long term		
Deferred lease inducements	65,221	82,608
Obligations under capital leases (note 7)	125,654	120,793
Other liabilities	25,000	25,000
	215,875	228,401
Deferred capital funding (note 10)	568,975	604,048
	2,224,764	4,075,371
EQUITY		
Retained Earnings	1,473,999	561,970
Accumulated Other Comprehensive Income	92,924	41,242
	1,566,923	603,212
	\$ 3,791,687	\$ 4,678,583

Commitments (Note 16)
Contingencies (Note 19)
The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

Approved by:


Gérard Latulippe
President of Rights & Democracy


Aurel Braun
Chair of the Board

INTERNATIONAL CENTRE FOR HUMAN RIGHTS AND DEMOCRATIC DEVELOPMENT

STATEMENT OF OPERATIONS FOR THE YEAR ENDED MARCH 31	2011	2010
REVENUES		
Funding from the Government of Canada		
Parliamentary appropriation - Core funding	\$ 9,003,603	\$ 8,819,904
Amortization of deferred capital funding (note 10)	129,470	143,723
	9,133,073	8,963,627
Other revenues		
Contributions from the Government of Canada and other related entities for specific projects (note 13)	2,138,766	2,389,022
Contributions from unrelated entities (note 14)	55,924	128,164
Interest	12,963	33,689
	2,207,653	2,550,875
Total - Revenues	11,340,726	11,514,502
EXPENSES (NOTE 11)		
Programmes and Activities	7,396,540	9,488,021
General Administration	2,710,538	2,421,104
Cost of operations before termination benefits	10,107,078	11,909,125
Termination benefits	321,619	46,580
Cost of operations after termination benefits	10,428,697	11,955,705
Results of operations for the year	912,029	(441,203)
STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME FOR THE YEAR ENDED MARCH 31	2011	2010
Results of operations for the year	912,029	(441,203)
Other comprehensive income		
Deferred contributions from unrelated entities recognized as revenue in the year (note 9)	(33,625)	(11,826)
New deferred contributions from unrelated entities for the year (note 9)	85,307	32,461
Total other comprehensive income	51,682	20,635
Comprehensive income	963,711	(420,568)
STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY FOR THE YEAR ENDED MARCH 31	2011	2010
Retained earnings, beginning of year	561,970	1,003,173
Results of operations for the year	912,029	(441,203)
Retained earnings, end of year	1,473,999	561,970
Accumulated other comprehensive income, beginning of the year	41,242	20,607
Other comprehensive income	51,682	20,635
Accumulated other comprehensive income, end of the year (note 9)	92,924	41,242
Total retained earnings and accumulated other comprehensive income	\$ 1,566,923	\$ 603,212

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

INTERNATIONAL CENTRE FOR HUMAN RIGHTS AND DEMOCRATIC DEVELOPMENT

STATEMENT OF CASH FLOWS FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2011	2011	2010
Cash (used in) provided by operating activities		
Results of operations for the year	\$ 912,029	\$ (441,203)
Items not affecting cash		
Decrease in deferred lease inducements	(17,387)	(32,001)
Amortization of property and equipment	180,434	237,350
Amortization of intangible assets	51,962	16,861
Amortization of deferred capital funding	(129,470)	(143,723)
	997,568	(362,716)
(Increase) decrease in accrued interest	(5,245)	7,427
(Increase) decrease in accounts receivable	(33,110)	19,309
Decrease (increase) in contributions receivables	313,257	(108,417)
Decrease (increase) of receivable Parliamentary appropriation	348,070	(348,070)
(Increase) decrease in prepaid expenses	(18,213)	25,716
(Decrease) increase in accounts payable	(1,830,938)	1,976,567
Decrease in accrued salaries and vacations	(5,099)	(322,036)
Increase in obligations for termination benefits	137,841	-
Decrease in grants payable	(145,176)	(58,224)
Decrease in other liabilities	-	(12,500)
Increase (decrease) in deferred contributions from the Government of Canada and other related entities	41,301	(115,114)
Increase in deferred contributions from unrelated entities	51,682	20,635
	(148,062)	722,577
Cash provided by financing activities		
Parliamentary appropriation – capital funding	94,397	278,096
Obligation under capital leases	79,491	-
Reduction of obligation under capital leases	(41,279)	-
Payments on obligations under capital leases	(34,288)	(33,784)
	98,321	244,312
Cash provided by (used in) investing activities		
Acquisition of term deposits	(1,775,000)	(10,000,000)
Redemption of term deposits	3,225,000	9,650,000
Acquisition of property and equipment	(22,643)	(146,512)
Redemption of property and equipment	7,956	4,985
Acquisition of intangible assets	(85,902)	(216,077)
Redemption of intangible assets	517	1,972
Acquisition of assets under capital leases	(79,491)	-
Redemption of assets under capital leases	14,775	-
	1,285,212	(705,632)
Net change in cash	1,235,471	261,257
Cash, beginning of the year	413,405	152,148
Cash at the end of the year	\$ 1,648,876	\$ 413,405

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

INTERNATIONAL CENTRE FOR HUMAN RIGHTS AND DEMOCRATIC DEVELOPMENT

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS - MARCH 31, 2011

1. AUTHORITY AND OPERATIONS

The International Centre for Human Rights and Democratic Development was established by the Parliament of Canada in 1988 by the *International Centre for Human Rights and Democratic Development Act*. The Centre is operating as Rights & Democracy.

The mission of Rights & Democracy is to initiate, encourage and support cooperation between Canada and other countries in the promotion, development and strengthening of democratic and human rights institutions and programmes that give effect to the rights and freedoms enshrined in the *International Bill of Human Rights*. In carrying out its mission, Rights & Democracy shall:

- a) support developmental programmes and activities for the benefit of developing countries;
- b) support programmes and activities for the benefit of countries other than developing countries; and
- c) foster and support research and education, discourse, the exchange of information and collaboration among people and institutions in Canada and other countries.

Rights & Democracy is exempt from any income taxes; it is registered as a charitable organization for the purpose of the *Income Tax Act*.

Financial provisions

For the purpose of supporting programmes and activities for the benefit of developing countries in accordance with the Act, Rights & Democracy is to be paid such amount as may be appropriated by Parliament. Rights & Democracy may also receive monies from sources other than the Government of Canada.

For the purpose of supporting programmes and activities for the benefit of countries other than developing countries, Rights & Democracy may, in addition to such monies as may be appropriated by Parliament for that purpose, receive and use monies provided to it from sources other than the Government of Canada.

2. PUBLIC SECTOR ACCOUNTING STANDARDS

In December 2009, the Public Sector Accounting Board (PSAB) issued an amendment to the Introduction to Public Sector Accounting Standards of the PSA Handbook. Under the revised introduction, Rights & Democracy is now a Government not-for-profit organization (GNPO). As a result, Rights & Democracy will be adopting Public Sector Accounting Standards on April 1st, 2012.

GNPO have been provided a choice to either adhere to the PSA Handbook with Sections PS 4200 to PS 4270 (the PS 4200 series) or the PSA Handbook without the PS 4200 series. Rights & Democracy is currently assessing the impact of each of these new standards on its financial statement.

3. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian generally accepted accounting principles. Significant accounting policies follow.

a) Consolidation

During the prior year, Rights & Democracy controlled the non-profit organization Rights & Democracy (Switzerland). The latter’s mission was to initiate, encourage and support cooperation between Canada and other countries in the promotion, development and strengthening of democratic and human rights institutions and programmes that give effect to the rights and freedoms enshrined in the International Bill of Human Rights. Therefore, the financial statements of Rights & Democracy were presented on a consolidated basis.

At the beginning of the current period, Rights & Democracy (Switzerland) stopped its activities. Consequently, the current year figures are not presented on a consolidated basis.

b) Parliamentary appropriation

Rights & Democracy is mainly funded by the Department of Foreign Affairs and International Trade Canada and the Canadian International Development Agency through grant agreements. The portion of the parliamentary appropriation used to finance the acquisition of property and equipment and intangible assets is recorded as deferred capital funding and amortized on the same basis and over the same period as the related property and equipment or intangible assets. The other portion of the appropriation is recorded in the statement of operations in the year for which it is approved.

c) Contributions

Rights & Democracy follows the deferral method of accounting for contributions. Contributions from unrelated entities that are externally restricted are recorded in other comprehensive income and recognized as revenue in the year in which the related expenses are incurred. Contributions from the Government of Canada and other related entities that are externally restricted are deferred and recognized as revenue in the year in which the related expenses are incurred. Unrestricted contributions are recognized as revenue when received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured.

d) Grant expenses

Grants are charged to operations in the year in which the criteria for awarding the grants are met.

e) Term deposits

Term deposits are recorded at fair value with changes in fair value recognized in earned interest.

f) Property and equipment

Furniture and equipment, data processing equipment and automotive equipment are recorded at cost and amortized on the straight-line basis at an annual rate of 20%. Leasehold improvements are recorded at cost and are amortized on a straight-line basis over the shorter of the estimated useful life or the lease term. Assets acquired by capital leases are recorded at the present value of the minimum lease payments and are amortized over the term of the lease.

g) Intangible assets

Intangible assets are recorded at cost. This cost includes expenses directly associated to acquisition and development of software and licenses and website design. Rights & Democracy’s intangible assets have a finite useful life and are amortized over their useful life according to the straight-line method over five years.

h) Employee future benefits

All eligible employees participate in the Public Service Pension Plan administered by the Government of Canada. Rights & Democracy’s contributions reflect the full cost as employer. This amount is currently based on a multiple of an employee’s required contributions and may change over time depending on the experience of the Plan. Rights & Democracy’s contributions are expensed during the year in which the services are rendered and represent the total pension obligation of Rights & Democracy. Rights & Democracy is not currently required to make contributions with respect to any actuarial deficiencies of the Public Service Pension Plan. These benefits represent the only obligation of Rights & Democracy that entails settlement by future payment.

i) Deferred lease inducements

Costs incurred by the lessor on behalf of Rights & Democracy are recorded on the balance sheet as deferred lease inducements. These deferred lease inducements are amortized on a straight line basis as a reduction to the expense over the term of the lease.

j) Financial instruments : Classification, recognition and measurement

As of April 1, 2007, financial instruments are classified as held for trading, available for sale, held to maturity, receivables or other financial liabilities. Financial assets and financial liabilities classified as held for trading are measured at fair value with changes recognized through income. Available-for-sale financial assets are measured at fair value, or at cost in the case of financial assets that do not have a quoted market price in an active market, and changes in fair value are recorded through comprehensive income. Financial assets classified as held to maturity, receivables and other financial liabilities are measured at amortized cost using the effective interest method. Rights & Democracy classified its term deposits and cash as held for trading. Accounts receivable, contributions receivables and receivable parliamentary appropriation were classified as receivables. All of the Rights & Democracy’s financial liabilities were classified as other liabilities.

k) Capital management

Rights & Democracy’s capital is only composed of retained earnings generated by accumulated surplus. Since Rights & Democracy does not have any loans, it is not subject to certain covenants with respect to its credit facilities.

Rights & Democracy manages its equity prudently in managing revenues, expenses, assets, liabilities, investments, and general financial dealings to ensure that its objectives are achieved efficiently and in conformity with the act that govern it. The overall strategy with respect to capital management remains unchanged from the year ended March 31, 2010.

l) Comprehensive Income

Components of comprehensive income include net earnings and deferred contributions from unrelated entities.

m) Measurement uncertainty

The preparation of financial statements in accordance with generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amount of assets and liabilities at the date of the financial statements, as well as the reported amounts of income and expenses during the period. Estimated useful lives of tangible and intangible assets, fair value of financial instruments and contingent liabilities are the most significant items where estimates are used. Actual results could differ from those estimated.

4. TERM DEPOSITS

As at March 31, 2011 the term deposits have an average interest rate of 1.29 % (0.55% in 2010) and an average term to maturity of 365 days (365 days in 2010).

5. PROPERTY AND EQUIPMENT

2011			2010
COST	ACCUMULATED AMORTIZATION	NET	NET
Furniture and equipment	\$ 891,156	\$ 703,469	\$ 187,687
Data processing equipment	337,179	249,930	87,249
Leasehold improvements	552,642	353,585	199,057
Automotive equipment	126,230	79,598	46,632
\$ 1,907,207	\$ 1,386,582	\$ 520,625	\$ 621,656

The above assets include equipment under capital leases for a total cost of \$235,038 (\$250,750 in 2010), less accumulated amortization of \$90,452 (\$126,211 in 2010). The automotive equipment is being used by the Port-au-Prince and the Kabul personnel within the activities of the projects financed by CIDA in Haiti and Afghanistan.

Part of the 2011 amortization of property and equipment (\$39,906) (\$36,056 in 2010) is attributed to specific projects and is recognized in programmes and activities expenses and the balance (\$140,528) (\$201,294 in 2010) is split between programmes and activities expenses and general administration expenses (Note 11).

6. INTANGIBLE ASSETS

2011			2010
COST	ACCUMULATED AMORTIZATION	NET	NET
Software and Licenses	\$ 340,770	\$ 72,376	\$ 268,394
Website	63,384	56,794	6,590
\$ 404,154	\$ 129,170	\$ 274,984	\$ 241,561

The amortization of intangible assets is \$ 51,962 in 2011 (\$ 16,861 in 2010).

7. OBLIGATIONS UNDER CAPITAL LEASES

Rights & Democracy has entered into agreements to rent office equipment under capital leases. The obligations under these capital leases have been discounted at a rate of interest varying from 9.18% to 9.84 % per annum. The related obligations are paid over a 5-6 year lease term. Minimum lease payments totalling \$49,826 (\$51,191 in 2010) for the year ended March 31, 2011, including interest of \$15,538 (\$17,407 in 2010), were charged to results.

At March 31, 2011, the future minimum lease payments are:

2012	\$ 48,462
2013	48,462
2014	47,288
2015	27,042
2016	27,042
Total future minimum lease payments	198,296
Less: imputed interest	(36,390)
	161,906
Short term portion	(36,252)
	\$ 125,654

8. DEFERRED CONTRIBUTIONS FROM THE GOVERNMENT OF CANADA AND OTHER RELATED ENTITIES

The amounts below represent unspent resources externally restricted from the Government of Canada and other related entities for implementing specific projects, received or receivable in the current period that are related to subsequent periods. Changes in the deferred contributions balance are as follows:

	2011	2010
Deferred contributions, beginning of year	\$ 83,962	\$ 199,076
Amount recognized as revenue in the year (note 13)	(83,962)	(199,076)
Canadian International Development Agency		
A measure of equality for Afghan women's rights in practice	32,158	-
Strengthening of Haitian Civil Society Project	87,916	-
The International Development Research Center		
Ethnic and gender: discrimination in the Americas:		
The case of Indigenous Women	-	80,530
Foreign Affairs and International Trade Canada		
Democratic Voice of Burma	5,189	-
A citizen approach to democracy in Zimbabwe	-	678
Supporting citizen journalism in Egypt	-	2,754
Deferred contributions, end of year	125,263	83,962

The composition of deferred contributions as at March 31 is as follows:

Canadian International Development Agency		
A measure of equality for Afghan women's rights in practice	32,158	-
Strengthening of Haitian Civil Society Project	87,916	-
The International Development Research Center		
Ethnic and gender: discrimination in the Americas:		
The case of Indigenous Women	-	80,530
Foreign Affairs and International Trade Canada		
Democratic Voice of Burma	5,189	-
A citizen approach to democracy in Zimbabwe	-	678
Supporting citizen journalism in Egypt	-	2,754
Deferred contributions, end of year	\$ 125,263	\$ 83,962

9. DEFERRED CONTRIBUTIONS FROM UNRELATED ENTITIES

The amounts below represent unspent resources externally restricted from unrelated entities for implementing specific projects, received or receivable in the current period that are related to subsequent periods. Changes in the deferred contributions balance are as follows:

	2011	2010
Deferred contributions, beginning of year	\$ 41,242	\$ 20,607
Amount recognized as revenue in the year (note 14)	(33,625)	(11,826)
Open Society Initiative	-	1,552
Oxfam Americas	-	16,463
Canadian Universities Associations	-	8,750
Redress	-	4,000
The European Commission	85,307	-
Other contributions	-	1,696
Deferred contributions, end of year	\$ 92,924	\$ 41,242

The composition of deferred contributions as at March 31 is as follows:

Open Society Initiative	\$ -	\$ 1,552
Oxfam Americas	6,617	16,463
Canadian Universities Associations	-	8,750
Redress	-	4,000
The European Commission	85,307	-
Other contributions	1,000	10,477
Deferred contributions, end of year	\$ 92,924	\$ 41,242

10. DEFERRED CAPITAL FUNDING

	2011	2010
Balance, beginning of year	604,048	469,675
Parliamentary appropriation - capital funding	94,397	278,096
Amortization of deferred capital funding	(129,470)	(143,723)
Balance, end of year	\$ 568,975	\$ 604,048

11. EXPENSES

	2011			2010
	PROGRAMMES AND ACTIVITIES	GENERAL ADMINISTRATION	TOTAL	TOTAL
Projects				
Democratic development	\$ 1,554,452	\$ -	\$ 1,554,452	\$ 2,418,303
Human rights	2,974,990	-	2,974,990	3,517,855
Project development	134,967	-	134,967	329,331
Assistance to human rights and democracy defenders	-	-	-	-
Canadian activities	507,143	-	507,143	683,689
Total projects (Note 12)	5,171,552	-	5,171,552	6,949,178
Salaries and employee benefits	1,432,991	1,024,650	2,457,641	2,864,580
Professional fees	301,360	1,140,820	1,442,180	962,989
Rent	235,991	134,248	370,239	318,474
Board fees and expenses	-	253,757	253,757	321,227
Amortization of property and equipment and intangible assets	125,118	67,372	192,490	218,155
Travel	40,417	46,609	87,026	120,201
Mail and telephony	39,060	20,883	59,943	52,760
Office expenses	33,968	12,370	46,338	53,074
Miscellaneous	16,083	9,829	25,912	48,487
	7,396,540	2,710,538	10,107,078	11,909,125
Termination benefits	234,948	86,671	321,619	46,580
	\$ 7,631,488	\$ 2,797,209	\$ 10,428,697	\$ 11,955,705

12. PROJECTS BY REGION

	2011	2010
Africa and Middle East	\$ 1,191,796	\$ 1,223,579
Americas	1,649,418	1,765,717
Central Asia and Eastern Europe	1,076,164	1,409,854
South East Asia and China	433,394	743,729
International	313,684	1,087,183
Canada	507,096	719,116
	\$ 5,171,552	\$ 6,949,178

13. CONTRIBUTIONS FROM THE GOVERNMENT OF CANADA AND OTHER RELATED ENTITIES

Contributions from the Government of Canada and other related entities reported in the statement of operations come from the following sources:

	2011	2010
Contributions from the Government of Canada and other related entities for specific projects	\$ 2,054,804	\$ 2,189,946
Amount of deferred contributions recognized as revenue in the year (note 8)		
Canadian International Development Agency		
Strengthening of Haitian Civil Society Project	-	199,076
Foreign Affairs and International Trade Canada		
A Citizen Approach to Democracy in Zimbabwe	678	-
Supporting Citizen Journalism in Egypt	2,754	-
The International Development Research Center		
Ethnic and gender: discrimination in the Americas: The case of Indigenous Women	80,530	-
	83,962	199,076
	\$ 2,138,766	\$ 2,389,022

14. CONTRIBUTIONS FROM UNRELATED ENTITIES

Contributions from unrelated entities reported in the statement of operations come from the following sources:

	2011	2010
Contributions from unrelated entities for specific projects	\$ 21,268	\$ 115,473
General contributions from unrelated entities	1,031	865
	22,299	116,338
Amount of deferred contributions recognized as revenue in the year (note 9)		
Canadian Universities Associations	8,750	-
Canton de Genève	-	10,026
Open Society Initiative	1,552	-
Oxfam Americas	9,846	-
Redress	4,000	-
Other contributions	9,477	1,600
Donations	-	200
	33,625	11,826
	\$ 55,924	\$ 128,164

15. RELATED PARTY

Rights & Democracy is related to all Government of Canada departments, agencies and Crown corporations. In addition to those related party transactions disclosed elsewhere in these financial statements, Rights & Democracy recorded an account payable of \$180,749 (\$1,525,242 in 2010) for the payroll services. These transactions were conducted in the normal course of the operations at the exchange amount.

16. COMMITMENTS

a) Leases

Rights & Democracy has entered into a lease for the rental of office space until 2016. The balance of the commitment under the lease is \$ 1,338,057. Minimum payments payable over subsequent years are as follows:

2012	\$ 297,346
2013	297,346
2014	297,346
2015	297,346
2016 and subsequent	148,673
	\$ 1,338,057

b) Grants

As of March 31, 2011, Rights & Democracy has approved grants totalling \$ 550,881 in the coming years, under certain conditions. Agreements were signed with the following beneficiaries:

	2012	2013
Abogadas y Abogados para la Justicia y los Derechos Humanos	\$ 32,470	\$ 22,500
Agence Française de Développement	5,040	
Asociacion Cabildos Indigenas Norte del Cauca	30,000	
Association des Mamans Chrétiennes pour l'Assistance aux Vulnérables	5,040	
Association Régionale de Développement Durable du Gharb	9,300	
Coalicion de Mujeres Rumbo al Desarrollo	17,000	
Consejo de organizaciones indigenas de Jujuy	26,544	16,000
Democratic Voice of Burma	119,140	
Eugène Lurhondere Busake	4,355	
Julienne Lusenge Maliyabwana	10,586	
Organizacion Nacional Indigena de Colombia	158,331	
Otmane Taoufiq	10,600	
Network of China Human Rights Defenders	65,000	
Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral	8,890	
Solidarité des Femmes pour le Développement Intégral	5,045	
Termitières	5,040	
	\$ 512,381	\$ 38,500

17. EMPLOYEE FUTURE BENEFITS

Rights & Democracy and all eligible employees contribute to the Public Service Pension Plan. This pension plan provides benefits based on years of service and average earnings at retirement. The benefits are fully indexed to the increase in the Consumer Price Index. Rights & Democracy's and employees' contributions to the Public Service Pension Plan for the year were as follows:

	2011	2010
Rights & Democracy	\$ 363,731	\$ 424,632
Employees	\$ 163,977	\$ 184,776

18. FINANCIAL INSTRUMENTS

Fair value

The transactions related to cash, accrued interest, accounts receivable, contributions receivable, receivable parliamentary appropriation, accounts payable, accrued salaries and vacations, obligations for termination benefits and grants payable are incurred in the normal course of business. The carrying amounts of each of these accounts approximate their fair values because of their short-term maturity.

The fair value of capital leases is \$161,906 as at March 31, 2011 (\$157,982 as March 31, 2010). It was determined based on discounted value cash flows, using implicit interest rates of capital leases.

The fair value of cash and term deposits classified in level 1 in the fair value hierarchy levels, correspond approximately to its book value in virtue of the remaining term, which is short.

Credit risk

The credit risk is the risk that one party to a financial instrument will cause a financial loss for the other party by failing to discharge an obligation. There is no significant risk with accounts receivable as they are mainly composed of contributions receivable from the Government of Canada and other related entities, contribution receivable from solvent and recognized unrelated entities, receivable parliamentary appropriation, accounts receivable, and accrued interests. Rights & Democracy has no significant concentration of credit risk.

As at March 31, 2011, no account receivable was delinquent.

Interest rate risk

The interest rate risk is the risk that the fair value or future cash flows of a financial instrument will fluctuate because of changes in market interest rates. Fluctuations in interest rates can also impact the fair value of the investments portfolio. However, Rights & Democracy holds only short-term investments therefore the impact of fluctuations in interest rates is insignificant.

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Rights & Democracy will not be able to meet its financial obligations as they fall due. Since Rights & Democracy doesn't have access to any credit facility or borrowing, its liquidity depends entirely on moneys as may be appropriated by Parliament moneys provided to it from sources other than the Government of Canada and accumulated surplus. Rights & Democracy manages liquidity risk by continuously monitoring actual and projected cash flows.

As at March 31, 2011, the Rights & Democracy's financial liabilities are limited to short term accounts payable, accrued salaries and vacations, obligations for termination benefits and grants payable.

Currency risk

The currency risk is the risk that the fair value or future cash flows of a financial instrument will fluctuate because of changes in foreign exchange rates. Rights & Democracy operates internationally and is exposed to risk from fluctuations in foreign currency rates. In addition to Canadian Dollars, the currency mainly used by the entity is the US Dollars; however, Rights & Democracy financial statements are presented in Canadian Dollars.

Rights & Democracy does not use derivative instruments to reduce the exposure to foreign currency risk and does not anticipate using any hedging strategies in a material way in the immediate future. The impact of changes in foreign exchange rates on Rights & Democracy's financial statement is insignificant.

19. CONTINGENCIES

During the 2009-2010 fiscal year, a legal proceeding was instituted against Rights & Democracy in the amount of \$1,421,317 in damages and interest, by three directors who were dismissed. In Management's opinion, this action will not likely result in any material liabilities. No provision has been taken in this regard.

20. COMPARATIVE FIGURES

Certain of the 2010 figures have been reclassified to conform to the financial statements presentation adopted in 2011.





RÉDACTION | WRITING

Personnel de Droits et Démocratie | Staff of Rights & Democracy
Direction des communications | Communications Department

SERVICE LINGUISTIQUE | LINGUISTIC SERVICES

Mireille Bonhomme, Micheline Brodeur, Marie-Ève Racette, Augie van Biljouw

PRODUCTION | PRODUCTION

Jean-François Gagnon

DESIGN GRAPHIQUE | GRAPHIC DESIGN

Sherpa Design

© Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
International Centre for Human Rights and Democratic Development

PHOTOS

Marc Gibert (pages 2, 3, 4, 41)

UNAMA (page 24)

Grupo Interdisciplinario de Derechos Humanos (GIDH) (page 26)

Euan Denholm / Panos (page 28, haut à gauche/top left)

Fredrik Naumann / Panos (page 28, haut à droite/top right)

AP Photo / Vincent Yu (page 29)

Kieran Dodds / Tearfund / Panos (page 32, haut à gauche/top left)

James Oatway / Panos (page 32, haut à droite/top right)

Robin Hammond / Panos (pages 32, centre, 33)

Juan Pablo Gutierrez (pages 36, 37)

Autres photos | Other pictures

Personnel de Droits et Démocratie

Staff of Rights & Democracy

DÉPÔT LÉGAL | LEGAL DEPOSIT

Bibliothèque et archives nationales du Québec, 2011

Bibliothèque et Archives Canada | National Library of Canada

Troisième trimestre, 2011 | Third Quarter, 2011

ISBN 978-2-923539-52-2

Numéro d'enregistrement pour dons de charité

Registration number for charitable donations

0808345-59



Droits et Démocratie
Rights & Democracy

Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
International Centre for Human Rights and Democratic Development

Comment nous joindre

Siège social

Droits et Démocratie

1001, boul. de Maisonneuve Est, bureau 1100

Montréal (Québec) Canada H2L 4P9

Téléphone : +1 514.283.6073

Télécopie : +1 514.283.3792

Courriel : dd-rd@dd-rd.ca

Site Internet : www.dd-rd.ca

How to reach us

Head office

Rights & Democracy

1001 de Maisonneuve Blvd East, Suite 1100

Montreal (Quebec) Canada H2L 4P9

Telephone : +1 514.283.6073

Fax : +1 514.283.3792

E-mail : dd-rd@dd-rd.ca

Website : www.dd-rd.ca



100%

***« Le changement n'est pas
nécessairement garant du progrès,
mais le progrès nécessite
implacablement le changement. »***

***“Change does not necessarily
assure progress, but progress
implacably requires change. ”***

Henry Steele Commager
Historien | Historian



**Droits et Démocratie
Rights & Democracy**

Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
International Centre for Human Rights and Democratic Development

